



\$10

HEUREUX 150E ANNIVERSAIRE DU CANADA!

ÉTÉ 2017

Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

**12e dîner annuel
Douglas C. Frith**

**L'ancien
ambassadeur
du Canada aux
États-Unis parle
des répercussions
de Donald Trump
sur le Canada**

**100e anniversaire
du suffrage des
femmes**

**Le Canada
célèbre le 150e
anniversaire
de la Confédération**



Invitation spéciale à la réunion régionale de l'ACEP à Victoria les 24 et 25 septembre 2017



Port de Victoria. Photo gracieuseté de Destination B.C.

Tous les ex-parlementaires et leurs invités sont conviés à la réunion régionale de l'ACEP, qui aura lieu à Victoria, en Colombie-Britannique, du dimanche 24 septembre 2017 au lundi 25 septembre 2017. Il s'agit d'une occasion de visiter cette province à la période de l'année idéale.

Située à l'extrémité sud de l'île de Vancouver et capitale de la Colombie-Britannique, Victoria est une ville magnifique et historique aux nombreux attraits. Nous remercions le comité organisateur local composé de l'honorable Tony Abbott, l'honorable David Anderson, l'honorable Judd Buchanan, l'honorable Mary Collins et Lynn Hunter d'avoir préparé ce formidable programme.

La réunion commence à 14 h dimanche à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, où auront lieu l'accueil officiel, une séance de travail et des allocutions de conférenciers invités. Les détails seront confirmés sous peu. La même journée, une réception sera organisée de 17 h à 19 h à la résidence de Sandra et David Anderson. Des taxis et du covoiturage seront disponibles.

Le lendemain matin, soit le lundi 25 septembre 2017, les invités sont conviés à une visite guidée en autobus du site national historique du parc Hatley, à l'Université Royal Roads. Pendant la visite, un exposé aura lieu et un dîner sera servi. L'autobus partira de l'hôtel Grand Pacific à 9 h 15 et sera de retour à 14 h.

Pendant le reste de l'après-midi, vous pouvez explorer Victoria à votre guise en

vous promenant dans le quartier chinois historique, en faisant une croisière ou en visitant l'un des nombreux musées, dont le Royal British Columbia Museum, le Centre Robert Bateman ou la Maison Emily Carr.

De 17 h 30 à 19 h 30, une réception aura lieu à la résidence de la lieutenant-gouverneure de la Colombie Britannique, et un buffet léger sera servi.

L'honorable Judith Guichon, lieutenant-gouverneure de la Colombie-Britannique, sera des nôtres.

Choix d'hôtels à Victoria

Les personnes qui ont besoin d'hébergement pour la nuit bénéficient d'un taux préférentiel (selon la disponibilité) à l'hôtel Grand Pacific et au Union Club of British Columbia.

Hôtel Grand Pacific : 185 \$ (taxes en sus)

463, rue Belleville, Victoria (situé à côté de l'Assemblée nationale)

- Pour obtenir le taux préférentiel, il faut donner le code SEPI7PARLIAMENTARIAN.

- Pour faire une réservation :
Numéro sans frais : 1-800-663-7550
Appel local : 250-386-0450
Courriel : reserve@hotelgrandpacific.com

Union Club of British Columbia, 805, rue Gordon, Victoria

- Chambre avec grand lit : 189 \$; chambre avec très grand lit : 219 \$; suite avec très grand lit : 269 \$ et suite Harbour : 289 \$ (taxes en sus)

- Les prix comprennent un déjeuner complet.

- Pour obtenir les tarifs préférentiels, vous devez mentionner que vous faites partie de l'Association canadienne des ex-parlementaires.

- Pour faire une réservation au Union Club :

Numéro sans frais : 1-800-808-2218 (poste 0)

Courriel : reservations@unionclub.com

Les frais d'inscription à la réunion régionale sont de 125 \$ et s'appliquent également aux conjoints et aux invités. Ce montant comprend le transport terrestre à Victoria, les réceptions ainsi que le dîner et le buffet qui seront servis lundi. Les ex-parlementaires doivent avoir payé leurs cotisations de 2017-2018 pour pouvoir participer à la réunion. Vous pouvez payer votre cotisation en ligne au www.exparl.ca, en nous envoyant un chèque ou en téléphonant à notre bureau au 1-888-567-4764.

Si vous voulez obtenir des renseignements pour prolonger votre visite, vous pouvez consulter le www.tourismvictoria.com ou www.hellobc/victoria.com.

Si vous voulez participer à la réunion régionale de cette année, avisez le bureau de l'ACEP le plus rapidement possible. Pour vous inscrire en ligne, consultez le www.exparl.ca. Vous pouvez aussi communiquer avec nous si vous avez des questions ou de la difficulté à vous inscrire.

Nous espérons vous voir en grand nombre à Victoria.

Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

Volume 13, Numéro 2

Été 2017

TABLE DES MATIÈRES

| | | | |
|--|----|---|----|
| Invitation spéciale à la réunion régionale de l'ACEP à Victoria les 24 et 25 septembre 2017 | 2 | Joe Clark parle de l'essor de l'altermondialisation | 21 |
| Des nouvelles de l'ACEP | 4 | Par Scott Hitchcox | |
| Sous le regard du président | 5 | Photos : Bibliothèque et Archives Canada | |
| Par l'hon. Andy Mitchell | | Transformer le Château | 23 |
| Rapport du directeur exécutif | 6 | Par Harrison Lowman | |
| Par Francis LeBlanc | | L'ancien sénateur Vim Kochhar dirige la Déferlante roulante sur la Colline pour la 5e année consécutive | 26 |
| Douzième dîner annuel Douglas C. Frith de l'ACEP | 7 | Par Hayley Chazan | |
| Par Scott Hitchcox | | Photos : Canadian Foundation for Physically Disabled Persons | |
| Photos : Photographie Neil Valois | | Il me semble | 28 |
| Réunion régionale à Halifax | 11 | Par Dorothy Dobbie | |
| Photos : Sara Daniels, Susan Simms et Francis LeBlanc | | Comment cela marche | 29 |
| Suite à la Colline parle à l'ancien ambassadeur canadien aux États-Unis, Michael Wilson, de l'impact que Donald Trump pourrait avoir sur le Canada | 14 | Par l'hon. John Reid | |
| Par Hayley Chazan | | Spectacle son et lumière sur la Colline du Parlement | 30 |
| Le Canada donne le coup d'envoi aux célébrations du 150e anniversaire | 15 | Rester en contact | 31 |
| Par Scott Hitchcox | | Par Hayley Chazan et Scott Hitchcox | |
| Photos : Ottawa 2017 | | Wilfrid Laurier et le projet Canadien | 34 |
| Commémoration du 100e anniversaire du droit de vote des femmes au Canada | 18 | Par Hayley Chazan | |
| Par Hayley Chazan | | Histoire de la résistance aux guerres du Canada | 35 |
| L'Union interparlementaire précise que des femmes parlementaires partout dans le monde sont victimes de sexisme, de harcèlement et de violence | 20 | Par Scott Hitchcox | |
| Par Harrison Lowman | | L'expédition Franklin, c'était elle ou lui? | 36 |
| | | Par l'hon. Peter Adams | |
| | | Hommage à nos disparus | 38 |
| | | Par Harrison Lowman | |
| | | Geoff @ 30 | 46 |
| | | Par Geoff Scott | |



Spectacle son et lumière sur la Colline du Parlement.

Photo : Canadian Heritage/
Patrimoine Canada.

Rédactrice en chef
Dorothy Dobbie

Rédacteur en chef adjoint
Geoff Scott

Rédacteur adjoint
Harrison Lowman

Stagiaires à la rédaction
Hayley Chazan et Scott Hitchcox

Comité de rédaction
Dorothy Dobbie, l'hon. David Kilgour,
Derrek Konrad, l'hon. John Reid
et Geoff Scott

Comité de rédaction émérite
l'hon. Jim Fleming, Claudy Lynch,
Keith Penner, et Doug Rowland

Collaborateurs
l'hon. Peter Adams, Dorothy Dobbie,
Francis LeBlanc, l'hon. Andy Mitchell,
l'hon. John Reid, Geoff Scott,
Neil Valois

Adjoints à la production
Céline Brazeau Fraser,
Susan Simms, Karl Thomsen

ISSN
1920-8561

Notre mission

Suite à la Colline, une revue pour les ex-parlementaires, est conçue de façon à faire participer ses lecteurs, à les informer et à les tenir au courant des activités des autres lecteurs, de leur Association et de sa Fondation pour l'éducation. Elle a pour objectif d'encourager la participation au sein de l'Association et de promouvoir la démocratie. Les opinions exprimées dans cette publication par nos collaborateurs ne représentent pas nécessairement celles de l'ACEP ou de sa Fondation pour l'éducation. L'équipe de *Suite à la Colline* vous invite à lui adresser vos lettres, vos textes et vos suggestions. C.P. 1, 131, rue Queen, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6. Téléphone : 1 888-567-4764, télécopieur : 613-947-1764, courriel : exparl@parl.gc.ca. Site Web : www.exparl.ca.

BTH le stagiaire part

Le magazine *Suite à la Colline* aimerait remercier son stagiaire à la rédaction, Scott Hitchcox, pour son immense contribution pendant ses trois années à l'Association.

C'est la dernière fois que Scott figurera dans cette publication. Il quittera bientôt son poste à l'ACEP pour relever de nouveaux défis. Nous lui offrons nos meilleurs vœux de succès dans ses projets futurs.

Le rédacteur en chef adjoint,
Harrison Lowman



Scott Hitchcox.

Remerciements

Chers employés de l'ACEP,

J'aimerais vous remercier de m'avoir décerné une bourse Jack Ellis, grâce à laquelle j'ai pu participer, cette année, au Forum annuel des enseignants et des enseignantes sur la démocratie parlementaire canadienne. J'apprécie grandement votre générosité. J'y ai acquis de nombreuses nouvelles connaissances, que j'ai partagées avec mes élèves et mes collègues.

Encore une fois merci,
Alexandra Kindrat
Montréal (Québec)

• • •

Cher M. Chisu et M. Scott,

Je voudrais vous remercier d'être venus dans ma classe hier, à l'Université de Toronto. C'était très généreux de votre part. À en juger par la participation et la rétroaction positive que j'ai reçue de mes étudiants après le cours, je dirais que cette activité a été un franc succès. Il se peut qu'en partageant vos expériences avec ces étudiants, vous ayez eu une incidence durable sur eux et une influence positive sur leur choix de carrière.

Je vous remercie sincèrement de votre participation à cette activité.

Ludovic Rheault
Professeur adjoint
Département de science politique
Université de Toronto

• • •

Chers employés de l'ACEP,

J'aimerais vous remercier de m'avoir mis en contact avec Mme Mylène Freeman dans le cadre du programme «Parlement au campus». L'exposé de Mme Freeman à ma classe (POL1001 Initiation à la science politique) a été très instructif et intéressant. Les étudiants ont beaucoup aimé cette expérience et moi aussi.

Julián Durazo Herrmann
Président de l'Association canadienne
d'études latino-américaines et des
Caraïbes

Codirecteur de l'Observatoire des
Amériques

Professeur de politique comparée

Réunion régionale de l'ACEP à Victoria

**Du dimanche 24 septembre 2017 au
lundi 25 septembre 2017**

Tous les ex-parlementaires et leurs invités sont conviés à la réunion régionale de l'ACEP, qui aura lieu à Victoria, en Colombie-Britannique, du dimanche 24 septembre 2017 au lundi 25 septembre 2017. Il s'agit d'une occasion de visiter cette province à la période de l'année idéale. Pour de plus amples renseignements, consultez le <http://www.exparl.ca/>.



Hon. Andy Mitchell.

Sous le regard du président

J'aimerais commencer par dire un gros bravo à tout le personnel qui a fait un excellent travail d'organisation pour le dîner-bénéfice annuel Douglas C. Frith au profit de la Fondation pour l'éducation. Grâce à notre maîtresse de cérémonie, Julie Van Dusen, ainsi que la présence de notre président d'honneur, Geoff Regan, Président de la Chambre des communes, et la participation de notre conférencier invité, Pierre Pettigrew, la soirée a été marquée par des échanges stimulants, et elle a aussi été l'occasion d'exposer des points de vue intéressants sur la place du Canada dans le monde.

Mais ce que je retiens le plus de cette soirée c'est le grand esprit de camaraderie entre les invités. Ce qui a fait de ce dîner un événement spécial pour les ex-parlementaires ainsi que ceux qui sont actuellement en fonction est bien évidemment leur expérience commune au service du Canada et des Canadiens. Pour tous ces gens, servir est à la fois une vocation et un devoir.

En regardant tous les convives présents au dîner de la Fondation et les visages de mes collègues, je me suis vite rendu compte que ce désir de servir reste bien vivant en nous, même une fois notre mandat terminé. D'une certaine manière, il grandit, même, à mesure que nous nous libérons de nos responsabilités partisans. Quand nous quittons la Colline, nous faisons cause commune avec ceux qui étaient auparavant nos adversaires, mais avec qui nous partageons désormais notre sens du service public. Il suffit de voir nos parlementaires à l'œuvre pour prendre toute la mesure de leur contribution exceptionnelle.

C'est exactement cela la vocation de l'Association canadienne des ex-parlementaires : donner une tribune aux hommes et aux femmes qui ont servi à la Chambre des communes et au Sénat afin qu'ils poursuivent leur contribution à la vie publique. Les compétences, les connaissances et l'expérience de nos membres sont autant d'atouts et d'outils qui nous permettent de bien nous acquitter de notre mission d'enseignement de la bonne gouvernance, aussi bien auprès de la jeune génération de Canadiens que des démocraties étrangères en devenir.

Je crois que tout le travail que notre association s'efforce de faire est important et utile, tant pour notre pays que pour nos membres.

**L'hon. Andy Mitchell,
Président**





Francis LeBlanc

Rapport du directeur exécutif

Par Francis LeBlanc

À la fin février, j'ai essayé de revenir à la Chambre des communes après un congé de quatre mois. En raison de la disparition regrettable en août 2016 de l'ancien député libéral d'Ottawa Vanier, l'honorable Mauril Bélanger, une élection partielle devait se tenir dans cette circonscription traditionnellement libérale. En tant que résident d'Ottawa Vanier, ancien député libéral et directeur de campagne de Mauril lors de la dernière élection, j'ai trouvé l'occasion trop belle pour la laisser passer. Ce fut une investiture très disputée. Il y avait huit candidats en lice et presque 7000 électeurs. Je n'ai pas gagné et je suis reconnaissant à la direction de l'ACEP d'avoir gardé le poste de directeur exécutif vacant, me permettant ainsi de reprendre le flambeau.

Dans Pest

Avant que je parte en congé, un groupe restreint mais formidable de nos membres s'est réuni à la fin de septembre à Halifax, en Nouvelle-Écosse, dans le cadre de ses réunions régionales de 2017. Nous nous sommes notamment rendus dans la vallée d'Annapolis pour y découvrir d'anciens vestiges acadiens et l'industrie vinicole florissante de la Nouvelle-Écosse. Nous avons aussi assisté à une discussion d'experts sur l'avenir économique de la Nouvelle-Écosse.

Nous avons ensuite été les hôtes d'une réception fructueuse à la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador aux côtés d'anciens députés fédéraux et provinciaux de la région. Cette

réunion, à laquelle le premier ministre Dwight Ball a participé, a fait germer l'idée de créer une section locale, ce qui amènerait nos collègues à se rencontrer plus régulièrement.

Une frénésie d'activités pour Frith

À mon retour, c'est la préparation du douzième dîner annuel Douglas C. Frith à l'appui de la Fondation pour l'éducation qui a été ma priorité. Le dîner a eu lieu le 12 avril à l'hôtel Fairmont Château Laurier. Cette année, l'orateur était l'ancien ministre du Commerce international et maintenant envoyé spécial pour l'AECG, l'honorable Pierre Pettigrew. Il a parlé de l'avenir de la mondialisation et de la place du Canada dans l'ordre mondial qui est en train d'émerger. Cette année, la journaliste de la CBC bien connue, Julie Van Dusen, a été notre maîtresse de cérémonie.

Le dîner Frith donne toujours lieu à une soirée fastueuse, et le personnel du Château Laurier et notre personnel de soutien font tout leur possible pour qu'il en soit ainsi. Cependant, il commence à montrer des signes d'usure et à perdre un peu de son lustre d'antan. Je vais donc réfléchir avec certains de nos plus loyaux partisans à la manière de relancer cette activité de financement clé pour que la Fondation pour l'éducation puisse continuer à financer les initiatives louables qui dépendent de nous.

Nos discussions avec Chartwell et HearingLife

Par ailleurs, notre prise de contact avec les résidences pour retraités Chart-

well (dont j'ai parlé dans le dernier numéro de *Suite à la Colline*) a donné lieu à un Protocole d'entente (PE) entre nos deux organisations et à un programme pilote de quatre activités à Ottawa en 2017, ainsi qu'un éventuel déploiement à l'échelle du pays dans les prochaines années. Chartwell, dans le cadre de ses programmes de vie active, tente d'amener d'anciens députés à partager leur expérience et leurs connaissances de la politique et des affaires publiques avec les résidents. Nous nous efforcerons donc de prendre contact avec ceux d'entre vous qui aimeraient donner des conférences à des aînés actifs et dynamiques.

Nous avons aussi parlé avec HearingLife Canada, qui représente plus de 200 fournisseurs de soins auditifs dans tout le pays, de la possibilité de donner à nos membres un accès privilégié à leurs produits. Un PE provisoire a été élaboré et envoyé à notre conseil pour étude. C'est le genre de partenariats que nous explorons pour augmenter la portée et la gamme des services que l'ACEP offre à ses membres.

Sur ce, vous vous rappelez peut-être avoir reçu en même temps que la proposition de renouvellement d'adhésion un court sondage sur les services que l'ACEP offre actuellement ou pourrait offrir à ses membres à l'avenir. Nous vous saurions gré de remplir ce sondage et de nous le renvoyer. Nous avons hâte de savoir comment nous pourrions améliorer les services que nous vous offrons.

Douzième dîner annuel Douglas C. Frith de l'ACEP

Par Scott Hitchcox, photos : Photographie Neil Valois



L'honorable Pierre Pettigrew s'adresse à la foule lors du douzième dîner annuel Douglas C. Frith.

Pour la douzième fois depuis 2005, d'éminents gens d'affaires, des militants politiques, des députés et des sénateurs, anciens et en fonction, ont convergé vers la salle de bal du Château Laurier pour le dîner annuel Douglas C. Frith. Le dîner permet, depuis ses débuts, de fournir des ressources et des fonds à l'appui des activités et des services de la Fondation pour l'éducation de l'ACEP, en vue de promouvoir les valeurs et les idéaux de la démocratie chez les jeunes au Canada, et à l'étranger en contribuant à l'essor de la démocratie dans le monde entier.

Comme d'habitude, la soirée a débuté par une courte réception au cours de laquelle les invités ont échangé avec leurs amis, leurs collègues et leurs pairs

tout en se rassasiant des nombreux hors d'œuvre et cocktails offerts. Plusieurs membres actuels du Cabinet ainsi que le Président de la Chambre des communes, l'honorable Geoff Regan, se sont joints aux invités. Enfin, les convives ont été conduits à leur siège dans la salle de bal où la journaliste de Radio-Canada, Julie Van Dusen, les a accueillis puis a fait l'éloge de la vie de sacrifices menée par les anciens parlementaires et les parlementaires actuels.

Prenez place

« Vous ne cessez d'apprendre sur la Colline parlementaire; c'est comme si vous prépariez un MBA. Vous vivez aux limites, ne sachant pas si, tous les quatre ans, les électeurs ne vont pas vous remplacer. Vous travaillez tard, vous sacrifiez

vos vies de famille, mais vous êtes aux premières loges de l'histoire au quotidien », s'est exclamée Mme Van Dusen.

L'honorable Geoff Regan a ensuite pris la parole, remplaçant le dîner dans son contexte et expliquant la raison d'être de l'Association en général.

« Je sais que la plupart des parlementaires actuels n'ont pas très envie de faire partie de l'Association canadienne des ex-parlementaires, a-t-il plaisanté. Mais qu'une échéance électorale ou la retraite mette un terme à votre mandat, vous êtes ici les bienvenus et vous pouvez continuer à servir votre pays. »

Un décalage entre géopolitique et géoéconomique

Geoff Regan a ensuite présenté l'orateur de la soirée, l'honorable Pierre



Entre deux orateurs et deux plats, le président de l'ACEP, l'honorable Andy Mitchell, remercie la foule et les commanditaires pour leur appui.



Julie Van Dusen.



Gendarme Maurice F. Montpetit.



L'hon. Don Boudria.



L'hon. Geoff Regan.



Dorothy Dobbie.

Pettigrew, qui, pendant ses dix années en tant que député, a occupé toute une série de postes ministériels sous la houlette des premiers ministres Jean Chrétien et Paul Martin. Aujourd'hui, il est conseiller de direction aux affaires internationales chez Deloitte et il a mis ses immenses connaissances et sa vaste expérience au service d'initiatives prises par le gouvernement libéral actuel : il a notamment accepté le poste d'envoyé spécial pour l'AECG. Il a prononcé un discours intitulé *The Future of Globalization and Canada's place in the Emerging World Order*, dans lequel il a tenté de cerner certaines des causes de la tension politique que nous ressentons aujourd'hui à l'échelle de la planète. Ces « tsunamis » que nous avons vécus en 2016 ont choqué les universitaires et les analystes politiques, et sont à l'origine de changements d'une ampleur jamais observée dans le monde depuis l'époque de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, selon Pierre Pettigrew.

Parmi ces changements, mus en partie par les mécanismes de la mondialisation qu'on ne maîtrise plus, on observe un éloignement de la politique de l'économie, utilisant nécessairement les négociations et les assouplissements dans le processus politique. Nous

sommes maintenant au cœur de la politique de l'identité, confrontés à des divisions binaires entre identificateurs et non identificateurs. Nous nous trouvons désormais dans une ère de « post-vérité » sur le plan politique.

Selon Pierre Pettigrew, à cause de la politique de post-vérité, très peu de gens portent attention aux faits; les gens ne cherchent plus à comprendre les faits ni la vérité. Maintenant, tout est relatif, approximatif et la vérité dérive des émotions. »

Parallèlement, Pierre Pettigrew a expliqué à quel point la capacité d'attention s'étiolé.

« Dans le discours politique post-vérité, les sentiments comptent plus que l'analyse factuelle, et vous devez être en mesure de les exprimer en 140 caractères! »

L'ancien ministre du Commerce croit qu'en dépit de ces changements, le Canada conserve sa place dans le monde en résistant à certains des principes fondamentaux de la mondialisation. Ainsi, notre pays est bien moins susceptible de connaître les échecs récents attribuables à ce modèle de marché, tels que la crise financière de 2008, l'amenuisement de la classe moyenne et la disparition de l'État providence.

Le Canada continue de prouver que les attributs fondamentaux du néolibéralisme que sont notamment la déréglementation, la privatisation et la loi du marché, qui ont été exécutées systématiquement dans les pays en développement depuis le consensus de Washington, peuvent être appliqués avec succès sans que l'on tombe dans la fausse idolâtrie de la cupidité. D'après Pierre Pettigrew, de tels marchés dynamiques peuvent s'avérer fructueux s'ils reposent sur les idéaux de l'éthique et du respect des autres.

Notre rédactrice en chef de la *Suite à la Colline*, Dorothy Dobbie, a remercié Pierre Pettigrew pour son allocution et, au terme d'une soirée prolongée et bien remplie, le président de l'ACEP, l'honorable Andy Mitchell, s'est adressé une dernière fois aux invités pour les remercier de leur contribution.

« C'est grâce aux hommes et aux femmes présents ici aujourd'hui que nous pouvons continuer à servir le Canada en tant qu'anciens parlementaires. J'aimerais dire, au nom de l'Association, combien nous vous en sommes reconnaissants parce que vous nous donnez l'occasion de servir le Canada et les Canadiens, et je remercie chacun d'entre vous », a conclu M. Mitchell.





Réunion régionale à Halifax

Photos prises par Sara Daniels, Susan Simms et Francis LeBlanc

En septembre dernier, l'ACEP a tenu sa réunion régionale dans la magnifique ville d'Halifax, en Nouvelle Écosse. Les ex-parlementaires ont eu l'occasion de visiter l'Institut international des océans de l'Université Dalhousie. Lors de leur visite, ils ont rencontré notamment des représentants du laboratoire CERC.Ocean, qui observe les changements biogéochimiques et écologiques se produisant dans l'océan, et de l'Ocean Tracking Network, en plus d'écouter des étudiants parler de leurs projets liés à l'océan. Les ex-parlementaires présents ont été informés du mouvement des espèces marines, du droit maritime et des politiques et de la gouvernance mondiale dans le domaine maritime. Ils ont aussi assisté à une table ronde sur les difficultés économiques touchant la province.



On en apprend plus sur l'équipement de pointe dans les conteneurs du CERC.Ocean.



Diego Ibarra, responsable du projet Ocean-Viewer.



L'honorable Mary Collins remercie Dalhousie au nom de l'Association canadienne des ex-parlementaires.



Le prof. Claudio Aporta, directeur du Marine Affairs Program.



Diego Ibarra, responsable du projet OceanViewer, avec l'hon. Jean Augustine.



Francis LeBlanc, et l'étudiante en biologie marine Ana Eguiguren parle de son projet sur les cachalots.



L'ancien député de Saint-Quentin, Jeannot Castonguay. L'étudiante en biologie marine Christine Konrad.



D'anciens parlementaires, des étudiants en administration publique et des experts.



Table ronde sur les difficultés économiques touchant la Nouvelle-Écosse.



Francis LeBlanc, directeur général (N.S.) de l'Association canadienne des ex-parlementaires.



Le prof. Kevin Quigley, directeur du MIPP.



Les experts Danny Graham, Dan Christmas et Elizabeth Beale prennent la parole à un événement de l'Institut MacEachen.



L'ancien sénateur, l'honorable Vim Kochhar, s'adresse au groupe d'experts.

Suite à la Colline parle à l'ancien ambassadeur canadien aux États-Unis, Michael Wilson, de l'impact que Donald Trump pourrait avoir sur le Canada

Par Hayley Chazan

Q : Selon vous, quel effet la présidence Trump aura-t-elle sur le pays?

Un sujet de préoccupation concerne sa position sur les échanges commerciaux. Même s'il ne semble pas trop préoccupé par les relations commerciales entre les États-Unis et le Canada, il se pourrait qu'il prenne des mesures en matière de commerce ayant un effet de rebond et des répercussions pour le Canada. Il a dit qu'il voulait renégocier l'ALENA, ce qui pourrait inclure notamment le mécanisme de règlement des différends, qui s'est révélé extrêmement important pour nous pour la prise de décisions en matière de différends commerciaux non politisés.

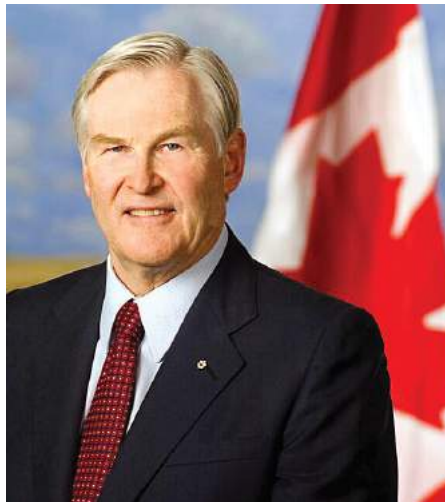
La gestion des frontières est un enjeu manifestement très pertinent aujourd'hui quand on pense au nombre de personnes qui franchissent la frontière. Souvent, nous ne savons pas qui sont ces gens. Si cela devient un vrai sujet de préoccupation pour les États-Unis, il se peut que l'administration Trump intervienne et demande au Canada de mieux surveiller la frontière.

Q : Selon vous, que devrait faire le gouvernement fédéral pour conserver l'ALENA intact et protéger les intérêts canadiens?

Nous devrions essayer d'éviter que l'accord lui-même fasse l'objet d'une quelconque forme de «renégociation», dans la mesure du possible. Il faudrait éviter que tout l'accord soit soumis une nouvelle fois au Congrès. Nous devrions essayer de déterminer les points avantageux pour les deux pays.

Q : Selon vous, le gouvernement canadien a-t-il choisi la bonne manière de faire en ce qui concerne le comportement à adopter avec le président Trump jusqu'à maintenant?

Je pense que le premier ministre Trudeau et ses collègues au Cabinet ont réussi à nouer des relations avec différentes personnes influentes de l'administration, à commencer par le Président bien évidemment, mais aussi avec certains de ses prin-



Suite à la Colline a discuté avec l'ancien ambassadeur du Canada aux États-Unis, Michael Wilson (2006-2009), au sujet du président Trump et du Canada.

cipaux secrétaires de cabinet. Selon moi, c'est un bon moyen de parler des affaires canadiennes. Il semble aussi que le courant passe raisonnablement bien entre les deux chefs. Je dois tout faire remarquer que, même si la relation personnelle est très importante, lorsque celle-ci se heurte aux intérêts nationaux souverains des États-Unis d'Amérique dans toute leur grandeur, ces intérêts souverains ont préséance. Donc, nous ne devrions pas nous endormir sur nos lauriers en nous disant que tout est sous contrôle parce que les deux chefs s'entendent bien. Quand les Américains estimeront qu'ils doivent montrer leurs muscles, ils les montreront.

Q : Quelles sont les chances qu'un politicien du genre de Donald Trump soit élu au Canada?

À la différence de la plupart des pays, nous avons une bonne protection sociale. Nous avons un bon régime d'assurance-emploi. Nous avons des politiques qui viennent en aide aux régions du pays qui sont le plus susceptibles d'être en difficulté en période de crise économique. Nous devons cependant reconnaître qu'on

retrouve aussi ici, au Canada, les modèles technologiques à l'origine de la plus grande perte, et de loin, d'emplois aux États-Unis.

Nous devons faire tout ce qu'il faut pour que les gens soient adéquatement formés et sensibilisés pour faire face au changement qui est en train de se produire, changement qui va se poursuivre puisque l'économie de notre pays et celle des autres pays sont influencées par les changements technologiques.

Q : Quels sont les sujets brûlants auxquels nous devrions prêter attention au cours des prochains mois et des prochaines semaines?

Selon moi, une des choses auxquelles les gens ont peu prêté attention est l'attitude de Donald Trump envers les institutions internationales qui sont au cœur de l'ordre mondial, si on peut dire, depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ces institutions, qui comprennent les Nations Unies, l'OTAN, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ont contribué grandement à la prospérité et à la paix dans le monde. Pendant sa campagne, le Président n'en a pas dit grand bien. Pour le Canada, ces organisations sont importantes parce que c'est là où nous pouvons exercer une influence considérable lorsque nous traitons avec des pays plus grands. Ce sont des endroits où tout un éventail de pays peut se rassembler et être d'accord avec nous.

Les enjeux des échanges commerciaux et de la gestion des frontières seront les plus préoccupants, selon moi. En ce qui concerne l'accord sur le bois d'œuvre, il y a encore du chemin à faire avant qu'on sache de quoi il en retourne. Les débouchés énergétiques sont un autre enjeu majeur. Il semble que les intérêts des deux pays se rejoignent dans ce domaine. Donc, il y a des choses que nous pouvons faire ensemble; mais il y aura des points à l'origine de certaines tensions.

Cette entrevue a été modifiée et condensée.

Le Canada donne le coup d'envoi aux célébrations du 150e anniversaire

Par Scott Hitchcox, photos : Ottawa 2017

Lorsque l'année 2016 s'est terminée, les très attendues célébrations du 150e anniversaire du Canada ont été lancées. Il y a 150 ans, des colonies et des territoires qui formaient jusqu'alors un groupe désordonné se sont finalement réunis pour former un pays appelé le Canada.

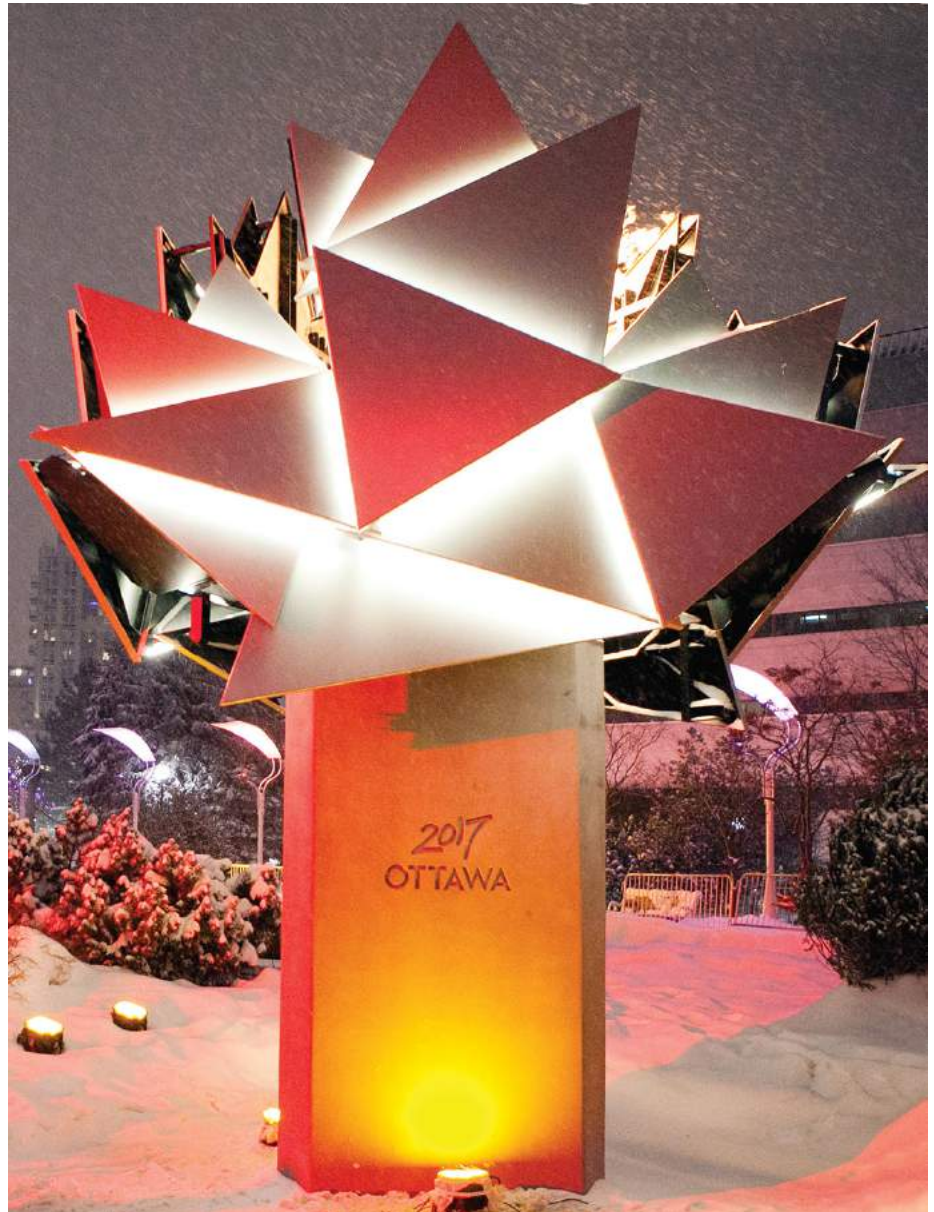
Plusieurs années avant 1867, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Samuel Leonard Tilley, le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, Charles Tupper, et le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, John Hamilton Gray, discutaient d'une possible union maritime entre leurs provinces. Plus tard, Sir John A. Macdonald, alors premier ministre de la province du Canada, a demandé que sa région soit incluse dans les négociations. Ce faisant, il a mis en branle le processus qui mènerait à la Confédération.

Après plusieurs années de discussions et de débats entre les premières provinces, la promulgation de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 a eu pour effet de donner au Canada une reconnaissance officielle en tant que nation de la part de la Couronne britannique. Cent cinquante années se sont écoulées, et 2017 sera une année unique et sans précédent; les Canadiens d'un océan à l'autre ont déjà commencé à célébrer.

Efforts citoyens

Les préparatifs pour cette année historique se poursuivent, et les festivités, les événements, les initiatives et les activités pullulent aux échelles locale, provinciale et nationale. Diverses organisations cherchent à transmettre la signification et l'importance de l'identité canadienne.

Parmi elles figure Innovation150, un programme pancanadien présenté par cinq organisations de premier plan dans le domaine des sciences : la Société des musées de sciences et technologies du Canada, l'Association canadienne des centres de sciences, l'Institut d'informatique quantique, Actua et l'Institut Périmètre. Ce programme vise à mettre en valeur le passé innovateur du Canada, tout en favorisant l'ingéniosité qui façonnera l'avenir du pays. Dans le cadre d'Innovation150, une exposition interactive baptisée QUANTUM montre comment les chercheurs combinent



Alors que les festivités du Nouvel An battaient leur plein, la vasque d'Ottawa a été allumée pour lancer les célébrations entourant cette année historique!

la mécanique quantique et les technologies de l'information. Cette exposition sera présentée dans six villes.

Par ailleurs, une initiative portant sur la responsabilisation des jeunes a été lancée par Expériences Canada 150&Moi, un programme qui vise à mobiliser les jeunes

pour qu'ils participent à la vie politique et s'investissent dans l'avenir de notre pays. Les jeunes Canadiens de 14 à 19 ans ont été invités à répondre à la question suivante : « Quelle est la plus grande difficulté ou possibilité pour votre génération au Canada? » Les candidats devaient faire part de leurs



Des représentants de toutes les cultures mettent de l'avant leur patrimoine lors de la réception Ottawa accueille le monde.

points de vue à l'aide d'une vidéo, d'une image, d'une bande dessinée romanesque, d'une œuvre d'art visuelle ou d'un texte. Les jeunes sélectionnés ont ensuite été invités à participer à plusieurs forums régionaux portant sur des questions d'intérêt national, activités qui ont donné lieu à des discussions en profondeur et à l'étude de sujets comme l'environnement, les droits de la personne, la place du Canada dans le monde et la relation des Canadiens avec les Autochtones. Ces forums ont été tenus à Vancouver, à Montréal, à Halifax et à Winnipeg, et le dernier d'entre eux aura lieu à Ottawa une semaine avant la fête du Canada, où 150 étudiants de partout dans le pays dévoileront les fruits de leur travail au gouvernement, à des entreprises et à des dirigeants communautaires.

Initiatives gouvernementales

Les célébrations entourant le 150^e anniversaire du Canada ne sont pas toutes des initiatives entreprises par des organisations communautaires ou le secteur privé. Plusieurs ministères fédéraux, dont Parcs Canada, ont mis la main à la pâte. L'un des grands objectifs de Parcs Canada pour marquer l'occasion est d'offrir l'entrée gratuite dans tous les parcs nationaux pendant toute l'année 2017. Au cours des derniers mois de 2016, les Canadiens ont été invités à commander gratuitement leur carte d'entrée Découverte 2017. Chaque carte permet à son

titulaire d'accéder gratuitement aux parcs nationaux, aux lieux historiques nationaux et aux aires marines nationales de conservation partout au Canada. Parcs Canada a également des visées qui vont au-delà des célébrations du 150^e anniversaire, comme l'indique la lettre de mandat de la ministre Catherine McKenna :

« À compter de 2018, veiller à ce que l'entrée des enfants de moins de 18 ans soit gratuite et à offrir l'entrée gratuite pendant une année à tous les adultes qui sont devenus des citoyens canadiens au cours des 12 mois précédents. »

Parcs Canada a également plusieurs autres activités prévues parallèlement aux cartes d'entrée Découverte 2017, telles que l'élargissement du programme Initiation au camping, qui permet à des familles à revenu faible ou moyen de vivre des expériences de plein air. Parcs Canada a également créé une initiative axée sur le tourisme, les expériences et la narration de récits autochtones qui permet aux Autochtones de raconter leur histoire et leurs expériences dans des endroits de Parcs Canada partout au pays. Enfin, Le Grand Sentier, qui reliera toutes les régions du Canada, est presque terminé, et plus de 21 000 km de sentiers récréatifs peuvent maintenant être empruntés dans les 13 provinces et territoires canadiens. Le Grand Sentier est considéré comme le plus

long sentier récréatif au monde et il peut être utilisé pour faire de la randonnée pédestre, du cyclisme, du pagayage, de l'équitation, du ski et de la motoneige.

Mais Parcs Canada n'est pas le seul ministère fédéral qui a des projets spéciaux pour 2017. Bibliothèque et Archives Canada a une série d'activités qui sont sur le point d'être lancées. Pour souligner l'occasion, Bibliothèque et Archives Canada organise une importante exposition à son siège, à Ottawa, qui présente des artefacts canadiens rares et originaux. À compter de juin, le hall de son siège sera transformé en un lieu qui fera découvrir l'évolution de l'idée de ce que signifie être Canadien.

« Le Canada n'a pas toujours été le pays que nous connaissons aujourd'hui », a expliqué Bibliothèque et Archives Canada au magazine *Suite à la Colline*. « Depuis le 16^e siècle, des explorateurs, des artistes, des poètes et des fonctionnaires, entre autres personnes, ont influencé le cours des choses au Canada. Qu'est-ce qui définit le pays? À quoi son avenir devrait-il ressembler? Que signifie être Canadien? Plusieurs de ces réflexions au fil de l'histoire seront amusantes, étonnantes et même erronées pour les Canadiens d'aujourd'hui. Mais ces questions nous aident à nous comprendre, à comprendre notre pays et à comprendre le rôle important que joue une bibliothèque et



Le Canada n'est pas le seul à célébrer un jalon important en 2017; la Coupe Stanley, qui a 125 ans cette année, a visité Ottawa.



Cette année, des designers ont transformé les écluses du canal Rideau en véritable piste de course pour la compétition du Red Bull Crashed Ice.

des archives nationales en tant que mémoire d'un pays. »

Parmi les artefacts qui seront exposés figureront une carte géographique de la Nouvelle-France produite par l'explorateur Samuel de Champlain, un portrait à la peinture à l'huile datant du 17^e siècle du colonel John Hale, un héros britannique de la bataille des Plaines d'Abraham, et le traité Selkirk, le tout premier traité au Manitoba.

De son côté, le ministère du Patrimoine canadien considère l'anniversaire du Canada de cette année non seulement comme un moment de célébration et de commémoration, mais aussi comme une occasion d'encourager les Canadiens à projeter leur optimisme dans les années futures.

La ministre du Patrimoine canadien, l'honorable Mélanie Joly, a exprimé ce désir à l'occasion du jour de l'An. « Pour notre gouvernement, le 150^e anniversaire de la Confédération nous offre la chance de porter un regard sur le chemin que nous avons parcouru jusqu'à maintenant, tout en envisageant l'avenir avec optimisme, avait-elle affirmé. Les Canadiens pourront profiter de l'occasion pour travailler ensemble et resserrer les liens qui les unissent ainsi que vivre des expériences mémorables dans leurs collectivités. »

La capitale nationale au cœur des festivités

Pourtant, même si des ministères fédéraux et des organisations indépendantes ont lancé des initiatives nationales pour mettre en valeur et souligner 2017, il semble que la capitale canadienne ait gardé le meilleur pour elle. Ottawa 2017 est la force mobilisatrice à l'origine de 12 mois de grands événements audacieux dans la capitale nationale

qui célébreront l'histoire, l'héritage, le legs et l'avenir d'Ottawa et, bien sûr, de tout le Canada.

« Une année de festivités à ne pas manquer se déroule ici même, dans la capitale nationale », a déclaré le directeur général du Bureau d'Ottawa 2017, Guy Laflamme, au début de l'année. « [N]ous invitons donc tous les Canadiens à se joindre à nous en 2017 afin de célébrer notre passé, de découvrir notre présent et de nous inspirer pour l'avenir, ensemble. »

Ottawa 2017 propose des versions améliorées de quelques-uns des festivals annuels dans la capitale nationale que les Canadiens connaissent déjà, dont Bal de neige et le Spectacle son et lumière sur la colline du Parlement, et promet des célébrations d'une grande envergure le jour de la fête du Canada. Des événements uniques auront également lieu au cours de l'année, dont la Classique hivernale de la LNH, la cérémonie de remise des prix Juno, un pique-nique interprovincial sur le pont Alexandra, le Red Bull Crashed Ice (imaginez des gens en patins qui dévalent des pistes glacées à des vitesses folles), et Éclat 150 (une série d'acrobaties et de rassemblements aux quatre coins de la capitale) pour ne nommer que ceux-là.

Compte tenu de toutes les célébrations grandioses qui sont prévues tout au long de l'année, Ottawa s'est préparée à accueillir un grand nombre de touristes, au point où elle a même créé une formation en ligne, Hôte Ottawa 150, pour aider les employés du secteur touristique et de l'industrie, les bénévoles et même les résidents à accueillir les millions de visiteurs qui sont attendus en 2017. Le maire d'Ottawa, Jim Watson, en-

courage les résidents et les intervenants de l'industrie du tourisme à suivre cette formation pour devenir des ambassadeurs de leur ville.

Par ailleurs, Ottawa cherche à prolonger la portée de ces célébrations loin dans l'avenir en consolidant des projets de commémoration qui, espère-t-elle, amélioreront les infrastructures actuelles et en créant des occasions ainsi que des changements dans la capitale. Par exemple, la construction du réseau du train léger sur rail, l'ouverture du Centre d'innovation aux cours Bayview et les travaux de 100 millions de dollars visant à rénover et à agrandir la Galerie d'art d'Ottawa.

Les événements et les initiatives mentionnés ne constituent qu'un petit aperçu de toutes les festivités qui auront lieu au Canada en 2017. Les célébrations varient d'une région à l'autre sur le plan de la présentation, de l'accent choisi et du plaisir, mais elles ont toutes en commun la mise en lumière des 150 ans de l'identité, de la culture et du potentiel du Canada.

Le large éventail d'événements qui composent les célébrations du 150^e anniversaire du Canada montre que l'identité du pays est moins une conscience de soi unique et distincte qu'un assemblage de cultures qui considèrent ces vastes étendues de terres comme leur pays. Être Canadien, c'est être plusieurs choses : avoir de la fierté pour les drapeaux autres que celui qui arbore une feuille d'érable rouge, et trouver de la solidarité dans l'inclusion plutôt que dans l'exclusion. Il est à espérer que les célébrations du 150^e anniversaire du Canada s'étendront au-delà de toutes les frontières physiques, culturelles et sociales.

Commémoration du 100e anniversaire du droit de vote des femmes au Canada

Par Hayley Chazan

« Ne vous rétractez jamais, n'expliquez rien, ne vous excusez jamais. Agissez et laissez-les se plaindre. »

Ce cri d'alarme lancé par Nellie McClung, romancière, justicière et militante des droits des femmes, est devenu son cheval de bataille de toute une vie et l'héritage qu'elle nous a légué.

Lorsque Nellie McClung a vu le jour à la fin des années 1800, les femmes ne pouvaient pas occuper de charge publique ni voter. Selon la loi en vigueur à l'époque, une femme n'était pas considérée comme une personne à part entière. Mme McClung a consacré sa vie à tenter de changer les choses. Le 28 janvier 1916, le Manitoba est devenu la première province du Canada à accorder le droit de vote aux femmes. Le droit de vote sur la scène fédérale a été rendu accessible à la plupart des femmes au Canada l'année suivante.

Cent ans plus tard, les femmes de ce pays peuvent se rappeler du passé et être reconnaissantes que l'égalité qui leur est donnée aujourd'hui ne s'est pas concrétisée du jour au lendemain, mais grâce à la bataille qu'ont livrée les femmes du Canada, chaque génération contribuant à édifier cette forteresse.

Un don pour les récits

Au dire de Bette Mueller, membre fondatrice de la Nellie McClung Foundation au Manitoba, la lutte acharnée de Nellie McClung a commencé dès sa plus tendre enfance. Étant la plus jeune d'une famille de six enfants, elle devait sans cesse s'exprimer plus vigoureusement que ses frères et sœurs.

À l'âge de sept ans, sa famille a quitté Chatsworth, en Ontario, pour aller vers l'ouest, au Manitoba, en quête d'une vie meilleure. Dans les Prairies, les femmes travaillaient dans les champs aux côtés des hommes et leur contribution était reconnue. Dès son tout jeune âge, Nellie a toujours eu l'impression que, si les femmes déployaient autant d'efforts que les hommes, elles devraient obtenir les mêmes chances.

En grandissant, Nellie a découvert une passion pour la lecture. Elle avait une imagination débordante et les travaux de Charles Dickens ont été pour elle une source d'inspiration. Au même titre que l'écrivain britannique, elle aspirait à prêter sa voix à ceux qui n'en ont pas, de préciser Mme Mueller.

Nellie McClung voulait faire carrière



Nellie McClung à son bureau de travail. Photo gracieusement fournie par Bibliothèque et Archives Canada. Photographie : Cyril Jessop.

comme écrivaine. Elle espérait que cette carrière pourrait lui servir un jour de tremplin vers une vie meilleure. Elle aspirait à devenir plus qu'une simple mère au foyer. Elle voulait laisser sa marque. En 1908, lorsqu'on a publié son roman fort bien accueilli *Sowing Seeds in Danny*, portant sur la vie d'un petit village de l'Ouest canadien, son rêve n'a pas tardé à se concrétiser.

À titre d'auteure canadienne à succès, Nellie McClung s'est rendue aux quatre coins du pays pour réciter et lire à haute voix des passages de son roman. Ses talents d'oratrice engagée ont attiré de grandes foules. Elle s'est rapidement rendu compte que sa nouvelle renommée et notoriété représentaient une importante occasion de poursuivre ses intérêts à titre de militante sur le plan social.

Porte-parole des sans-voix

Nellie McClung a longtemps milité pour

l'égalité des droits des femmes, et ses idées se sont consolidées au début des années 1900 lorsqu'elle a élu domicile à Winnipeg où elle a été exposée aux conditions de travail déplorables des femmes dans des ateliers de misère.

De concert avec un groupe de femmes partageant la même vision, Mme McClung a contribué à fonder la Political Equality League pour défendre la cause des personnes sans voix. Épaulée par ses compatriotes, elle se rendait régulièrement au bureau du premier ministre conservateur du Manitoba, Rodmond Roblin, pour demander l'adoption d'une loi plus favorable à la cause des femmes. Cependant, ses efforts étaient régulièrement déniés.

« Les femmes bien ne veulent pas voter. Que feriez-vous de ce droit de toute façon? » Roblin lui aurait apparemment demandé.



Les « héritières du suffrage » prennent place au Parlement.

Pour se rebeller, Nellie et ses consœurs ont décidé de mettre en scène un Parlement fictif, où seules des femmes occuperaient un siège à l'assemblée législative.

« Les rôles étaient complètement inversés », de déclarer Mme Mueller.

Afin de transmettre un message explicite, Mme McClung a choisi de jouer le rôle du premier ministre Roblin.

Elle aurait apparemment déclaré à l'époque « Imaginez un seul instant ce qui se passerait si nous permettions aux hommes de voter ».

« La place de l'homme est sur la ferme. Je suis peut-être vieux jeu, je peux me tromper, après tout, les hommes sont peut-être hu-

main. La politique a le même effet que l'alcool : dès qu'on commence, les familles éclatent, et viennent ensuite les divorces. Madame la Présidente, croyez-moi sur parole. Les hommes bien ne veulent pas voter. »

La simulation du Parlement a fait fureur et a suscité un vif engouement dans la presse. Le public s'en est donné à cœur joie et cela a donné à Nellie McClung et à la Political Equality League l'élan nécessaire pour continuer à faire campagne.

En 1915, grâce en partie aux efforts de Mme McClung, les conservateurs de Roblin ont été défaits. Un an plus tard, le Manitoba est devenu la première province du Canada

à accorder le droit de vote aux femmes. Le gouvernement fédéral a emboîté le pas (moyennant certaines réserves) en 1917 et, en trois ans, presque toutes les provinces avaient accordé le droit de vote aux femmes. Le Québec a été un cas particulier et il n'a pas accordé le droit de vote aux femmes ni leur admissibilité à se porter candidates avant 1940.

À voix égales, représentation égale

Un siècle plus tard, il semble qu'il y a de quoi célébrer. Grâce au travail acharné des militantes comme Nellie McClung, le Canada est maintenant représenté par un cabinet fédéral paritaire pour la première fois de son histoire et par un premier ministre qui proclame fièrement être féministe.

Mais les défenseurs de l'égalité entre les sexes affirment que beaucoup reste à faire.

Selon l'organisation nationale multipartite à voix égales, qui veille à faire élire plus de femmes à tous les paliers politiques au Canada, notre Parlement fédéral ne compte que 26 p. 100 de femmes. Dans les provinces et territoires, le pourcentage varie de 9 à 37 p. 100. On compte 18 p. 100 de mairesses au Canada.

« Il faudra 90 ans avant de pouvoir atteindre la parité dans nos assemblées législatives fédérales » de déclarer Denise Siele, directrice des relations avec la collectivité et les intervenants pour l'organisme À voix égales. « Une jeune fille née aujourd'hui ne sera pas en mesure de bénéficier de la parité si nous continuons à adopter les mêmes augmentations progressives. »

Il s'agit là d'une mesure que les membres de cette organisation espèrent faire progresser plus rapidement.

Afin de mieux sensibiliser la population canadienne au sujet de l'inégalité électorale de longue date au pays, cette organisation a mis sur pied un important projet de legs en mars dernier qui s'intitule « Héritières du suffrage ». Pour souligner la Journée internationale des femmes, cette organisation a convié une jeune femme de 18 à 23 ans provenant de chacune des 338 circonscriptions fédérales à Ottawa à occuper le siège de leur député à la Chambre des communes.

« Nous voulions, dans le cadre de ce jalon important pour nous, entamer une discussion avec des jeunes femmes qui reconnaissent le parcours entrepris par les femmes et qui se poursuit aujourd'hui », de déclarer Mme Siele.

« Parfois, lorsque l'on place des personnes à un endroit auquel elles n'avaient pas accès auparavant, cela peut déclencher une étincelle. On espère que ces jeunes femmes pourront à leur tour raviver la flamme dans leur collectivité. J'estime qu'il est juste de dire que Nellie McClung a allumé cette étincelle », conclut-elle.

L'Union interparlementaire précise que des femmes parlementaires partout dans le monde sont victimes de sexisme, de harcèlement et de violence

Par Harrison Lowman

En octobre dernier, l'Union interparlementaire a diffusé un rapport précisant que des femmes parlementaires à l'échelle mondiale subissent de la violence. Selon cette étude, un pourcentage accablant de femmes parlementaires, soit près de 82 p. 100, ont subi une forme de violence psychologique au cours de leur mandat. Presque 45 p. 100 de femmes ont déclaré avoir reçu des menaces de mort, de viol, de violence physique ou d'enlèvement.

Dans cette étude, on indique que les femmes jeunes, membres de l'opposition ou d'appartenance à un groupe minoritaire, sont plus susceptibles d'en être victimes.

Face à face

Les femmes parlementaires continuent à faire les frais de cas de violence sexuelle, parfois même au Parlement, et bien souvent aux mains des députés de leur propre parti. Le cinquième des répondantes ont affirmé avoir été victimes de harcèlement sexuel. Environ 65 p. 100 d'entre elle ont déclaré avoir fait l'objet de remarques à caractère sexuel ou sexiste humiliantes.

Ces formes d'agression ont bien souvent eu des répercussions sur leur aspiration professionnelle et ont nui à leur travail. Une parlementaire d'une sous-région d'Afrique a précisé que le Président lui avait fait des avances sexuelles. Après avoir refusé, la parole ne lui a plus jamais été accordée au Parlement.

En réaction à de tels actes de harcèlement, certaines femmes ont limité leurs déplacements ou ont fait appel à des services de sécurité.

La technologie en tant que catalyseur

L'arrivée des médias sociaux dans la sphère politique semble avoir aggravé le problème. Les travaux de l'Union interparlementaire indiquent qu'environ 42 p. 100 des femmes parlementaires ont été confrontées à des « images humiliantes ou sexuellement explicites » répandues sur les plateformes en ligne.

Notre pays n'est pas à l'abri. La députée conservatrice de Calgary-Nose Hill, Michelle Rempel, a utilisé à de nombreuses reprises son compte Twitter pour mentionner les personnes qui lui ont adressé des remarques sexistes en ligne. L'an dernier, elle a rédigé une rubrique qui décrit les actes de « sexisme au quotidien » qu'elle doit subir dans le cadre de ses fonctions.

Fait encore plus troublant présenté dans



le rapport, une parlementaire européenne a affirmé avoir reçu plus de 500 menaces de viol sur Twitter pendant une brève période de quatre jours. En guise de réaction, de nombreuses femmes ont bloqué ou filtré les médias sociaux, ont demandé au personnel d'en assurer la surveillance, ou elles ont tout simplement abandonné ces plateformes. Cet abandon prive les politiciennes d'une nouvelle voie de communication directe avec les électeurs de leur circonscription.

En quête de réponses

Les femmes parlementaires sont convaincues que la violence et les agressions dont elles sont victimes sont un moyen pour dissuader les femmes de se faire élire. Environ 62 p. 100 des femmes parlementaires ont indiqué qu'elles étaient ciblées afin de « les empêcher, elles et leurs consœurs, de poursuivre leur carrière en politique ». Dans certains cas, cet outil est efficace, puisqu'il décourage certaines politiciennes à solliciter un autre mandat. Bon nombre d'entre elles craignent pour leur propre sécurité et celle des membres de leur famille et de leurs amis.

« Ce problème engendre beaucoup de stress et il a des répercussions sur la stabilité mentale. J'hésite à briguer de nouveau un siège si ma vie personnelle est menacée » de préciser une parlementaire asiatique.

Toutefois, pour la majorité d'entre elles, l'opposition à laquelle elles ont été confrontées a contribué à accentuer leurs efforts. Quatre-vingts pour cent des personnes ayant été victimes affirment que l'expérience qu'elles ont vécue a renforcé leur « mission parlementaire ».

À la recherche de solutions

Certaines répondantes ont estimé que le sexisme était ancré dans la culture politique, mais le rapport insiste sur le fait que les parlementaires du monde entier ont mis sur pied de meilleurs mécanismes pour permettre aux politiciennes de porter plainte.

On précise également qu'il faut améliorer les lois pour traiter les cas de cyberviolence. L'Union souligne que la Bolivie a adopté une loi sur la lutte contre le harcèlement et la violence politique à l'endroit des femmes. On cite en exemple l'Angleterre, qui a condamné un homme à 18 semaines d'emprisonnement en 2014 pour s'en être pris à une femme parlementaire sur Twitter.

Regard sur le Canada

On mentionne que la Chambre des communes du Canada a adopté une importante mesure visant à établir des politiques sur la lutte contre le harcèlement sexuel, et des procédures de traitement des plaintes pour les parlementaires.

Ici, à la Chambre, le processus est strictement confidentiel. Le directeur des ressources humaines de la Chambre des communes reçoit les plaintes ou les demandes de médiation. Il a le pouvoir de faire appel à un enquêteur externe. Aujourd'hui, tous les députés doivent signer un document stipulant que la Chambre doit être exempte de toute forme de harcèlement sexuel, et par lequel ils sont tenus de respecter le code de déontologie. Des séances de formation sont également offertes.

En 2014, le gouvernement fédéral a élaboré de nouvelles politiques de lutte contre le harcèlement sexuel destinées aux députés et aux membres du personnel. Un an plus tard, le chef de l'opposition, Justin Trudeau, a expulsé du caucus deux députés libéraux après que ces derniers ont été accusés d'inconduite sexuelle par des collègues quelques mois auparavant. Cette situation a suscité une discussion plus générale sur l'égalité des sexes au Parlement. Les deux hommes ont nié les allégations qui pesaient sur eux.

L'étude

Dans le cadre de leur étude, les auteurs ont interrogé 55 femmes parlementaires de 39 pays. Près de 35 p. 100 d'entre elles étaient âgées de 51 à 60 ans et environ 18 p. 100, de 45 à 50 ans.

Fondée en 1889, l'Union interparlementaire est une organisation internationale de parlements d'États souverains (quelque 160 membres) qui aspire à la paix, à la coopération et à la démocratie représentative; elle collabore avec l'ONU et vise l'amélioration du fonctionnement des institutions représentatives. Son siège est situé à Genève, en Suisse.

Joe Clark parle de l'essor de l'altermondialisation

Par Scott Hitchcox, photos : Bibliothèque et Archives Canada

Dans le cadre de sa « Série Signatures », Bibliothèque et Archives Canada (BAC) a accueilli l'honorable Joe Clark : ministre des Affaires étrangères primé, membre du Cabinet et plus jeune premier ministre de l'histoire du Canada, à 40 ans moins un jour. M. Clark a parlé du lien entre l'âge et les capacités de leadership, ainsi que des responsabilités internationales du Canada.

Les membres du public, qui avaient bravé le vent glacial et affronté les rues couvertes de gadoue, ont été récompensés par une conversation stimulante entre le bibliothécaire et archiviste du Canada, M. Berthiaume, et l'ancien premier ministre sur des sujets allant du critère de l'âge lié à la fonction de premier ministre au rôle du Canada sur une scène mondiale élargie.

Même si le titre de premier ministre du Canada dans un curriculum vitae est sans doute suffisant pour se mériter une place dans n'importe quel groupe de discussion, M. Clark a été reconnu plus spécialement pour sa contribution personnelle à BAC. Selon M. Berthiaume, le dossier de M. Clark comprend les documents personnels, politiques et ministériels que le premier ministre a accumulés de 1972 à 1993.

Cette collection contient 297,58 mètres de documents textuels, 890 cassettes et vidéocassettes et plus de 40 000 photos en noir et blanc. Il est à noter que ces chiffres n'incluent même pas les 201 boîtes supplémentaires données un peu plus tard, un ajout dantesque au point que même les archivistes de BAC n'ont pas encore osé s'y plonger.

Pris dans leur ensemble, ces médias brosent un tableau complet de notre politique étrangère et nationale. C'est l'histoire d'un Canada en pleine évolution qui consolide son statut et son rôle dans un monde de plus en plus interconnecté.

Un vent de jeunesse au 24 Sussex

La question de l'accession au pouvoir de M. Clark à un jeune âge s'est invitée dans la conversation. Il avait trois ans de moins que Justin Trudeau (il avait 40 ans moins un jour) quand il est devenu premier ministre.



Le très honorable Joe Clark raconte l'une de ses anecdotes dans le cadre de la Série Signatures de BAC.



La foule écoute attentivement les propos sur la politique, la vie et tout autre sujet abordé durant l'entretien de la Série Signatures de BAC.

« Les traditions changent, le leadership doit changer, mais les caractéristiques demeurent les mêmes. Nos caractéristiques de puissance moyenne demeurent inchangées, et nous donnent plus de pouvoir à l'échelle internationale que notre capacité économique ou notre capacité militaire ne le pourraient. »

– Le très honorable Joe Clark

En amenant cette comparaison entre les deux premiers ministres, la question s'est posée à savoir si l'on pouvait être trop jeune pour le poste.

« Quiconque accède au poste de premier ministre connaît une période d'apprentissage. Il y a des choses pour lesquelles nous ne sommes tout simplement pas prêts, quel que soit notre âge. Je pense que les jeunes ont tendance à se faire un peu plus confiance, et ils sont peut-être plus en contact avec certains courants dans la population, qui sous-tendent habituellement les vents de changement », a-t-il répondu.

M. Clark s'est refusé à tout commentaire sur les actions du premier ministre actuel, Justin Trudeau.

« J'ai passé une bonne partie de ma carrière à critiquer le père du premier ministre actuel; je vais donc en rester là. », explique-t-il.

Pour le Canada, il est temps de sortir de l'ombre

La conversation est ensuite passée au rôle élargi du Canada en tant que puissance moyenne. Selon M. Clark, notre position sur la scène internationale est, aujourd'hui, plus importante que jamais :

« L'époque des superpuissances n'est pas terminée, mais d'autres puissances existent en effet en dehors des grandes puissances. Nous vivons dans une période de tensions inhabituelles, mais aussi une période où s'unissent des forces différentes, qu'on n'attendait pas. »

Selon M. Clark, en ces temps agités et changeants, les pays doivent essayer de se rapprocher les uns des autres. D'après le 16e premier ministre du Canada, en raison de rôle historique de bon voisin, nous sommes en meilleur position pour le faire que la plupart des autres pays.

M. Clark a aussi insisté sur l'importance des relations multilatérales entre les institutions. Selon lui, même si des forces sociales alimentent de plus en plus la méfiance vis-à-vis de ces institutions, elles doivent s'adapter. Par exemple, elles doivent contrebalancer la croissance ininterrompue de la capacité militaire par un accroissement encore plus important des capacités diplomatiques.

« Les traditions changent, le leadership aussi, mais les qualités demeurent. Nos qual-



Le très honorable Joe Clark et Guy Berthiaume en grande discussion.



Le très honorable Joe Clark et Guy Berthiaume admirent quelques-unes des contributions de Joe Clark.

ités [de puissance moyenne] ne changent pas, et elles contribuent donc à nous donner plus de poids sur la scène internationale que notre économie ou notre puissance militaire ne le pourraient », poursuit M. Clark.

Il a ensuite montré de nombreuses photos et raconté de multiples récits de son expérience en tant que représentant du Canada. Il nous a raconté comment il avait aidé personnellement le nationaliste ukrainien Da-

nylo Shumuk à venir au Canada après avoir été emprisonné pendant 42 ans en Sibérie. Sur une photo, nous l'apercevons aux côtés de Nelson Mandela et nous avons appris que Yasser Arafat détestait être pris en photo avec lui.

La « Série Signatures » de Bibliothèque et Archives Canada sert à présenter, au moyen d'entretiens, d'éminents canadiens qui ont contribué à ses collections.

Transformer le Château

La capitale nationale est divisée sur les rénovations à apporter à son hôtel historique

Par Harrison Lowman



L'historien en architecture Peter Coffman affirme que les édifices du Parlement, le canal Rideau et le Château Laurier forment ensemble une « épopée nationale ». Photo : Peter Coffman.

L'histoire du Canada est la mieux racontée non pas dans le Musée canadien de l'histoire, mais plutôt à l'extérieur de celui-ci, sur les rives herbeuses de la rivière des Outaouais. Regardez vers l'est, de l'autre côté de la rivière près de la Cité parlementaire, et vous y verrez une « épopée nationale », déclare avec insistance Peter Coffman, historien en architecture à l'Université Carleton.

Selon M. Coffman, c'est ce paysage qui résume l'histoire de notre pays. Devant nous se dressent les édifices du Parlement, construits dans le style néogothique qui nous rappelle nos racines anglaises. À leur gauche, on aperçoit le canal Rideau, que le Dominion a construit dans les années 1820 pour se prémunir contre une éventuelle invasion américaine; c'est là un élément qui nous rappelle ce qui nous distingue de nos voisins du Sud. Enfin, le Château Laurier arbore un style de château français victorien qui nous rappelle nos origines françaises.

Ces structures mêmes sont immobiles, mais l'historien en architecture dit que la vue

qu'elles offrent s'apparente à un riche théâtre architectural. Cependant, précise-t-il, le rideau risque aujourd'hui de tomber sur cette pièce architecturale. Selon lui, un de ses acteurs principaux pourrait bien subir une transformation inutile et irréversible.

En septembre 2016, la société Larco Investments, qui possède l'hôtel historique, le Fairmont Château Laurier, a dévoilé son plan prévoyant l'ajout d'une annexe de verre et de pierre calcaire qui contiendrait plus de 200 chambres à l'arrière de l'édifice. La proposition a essentiellement suscité une vague émotionnelle de dérision, beaucoup y voyant un projet trop moderne et peu attrayant dans l'ensemble. Le maire de la ville lui-même, Jim Watson, a diffusé un gazouillis qui disait : « Retour à la planche à dessin! »

Par conséquent, la société immobilière et hôtelière ayant son siège à Vancouver a suivi son conseil et elle a, en novembre, présenté un plan légèrement modifié. Certains apprécient les révisions apportées, mais d'autres craignent que l'hôtel le plus emblématique

d'Ottawa soit défigurée. Le débat est d'autant plus houleux que la capitale du pays jouera un rôle de premier plan dans le 150^e anniversaire de la Confédération.

Si ces murs pouvaient parler

Le Château a été la scène d'innombrables moments historiques au Canada. Sa construction a commencé en 1909, après que le président de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, Charles Melville Hays, a persuadé le Premier ministre de l'époque, Wilfrid Laurier, de lui vendre le terrain. Il décida de donner son nom à l'hôtel pour lui exprimer sa gratitude. L'hôtel envisagé se situerait en face de la Gare Union d'Ottawa. Il a ouvert ses portes le 12 juin 1912.

Au cours des décennies suivantes, les politiques en sont venus à dire de l'édifice qu'il était la « troisième chambre du Parlement ». Comme on peut le lire dans le site Web du Fairmont, « [à] l'intérieur du Château, des ententes ont été créées et rompues, des carrières lancées et détruites, et des gouvernements, constitués et dissous ». Au Centre de confé-



Le Château Laurier. Photo : Philip Tellis.



Photo produite pour la proposition initiale de la société Larco concernant l'agrandissement du Château Laurier. Perspective depuis l'avenue Mackenzie.

rences du gouvernement, de l'autre côté de la rue, se sont tenus les pourparlers sur la Charte des droits, en 1981, et ceux qui ont porté sur l'Accord du lac Meech, en 1987 et 1990. Les premiers ministres provinciaux échappaient régulièrement aux caméras des médias en s'engouffrant dans un tunnel qui reliait l'ancienne gare ferroviaire au Château, où ils séjournaient.

Le Château était aussi l'endroit où les hommes politiques en vue venaient se reposer. R.B. Bennett, Pierre Trudeau, Brian Mulroney et John Turner ont vécu dans l'édifice. Quand Winston Churchill et Nelson Mandela ont visité Ottawa, ils ont choisi de loger à cet hôtel historique. Les célébrités se faisaient aussi un point d'honneur de séjourner à cet endroit : Shirley Temple, Billy Bishop, Roger Moore et Bryan Adams ont tous été clients de l'hôtel.

Faire tourner les têtes pendant 105 ans

L'allure gothique française particulière du Château Laurier en a fait une des structures les plus reconnaissables du Canada.

« C'est un édifice très romantique. Il est conçu pour susciter la nostalgie et pour évoquer luxe et stabilité », de dire Coffman, qui a déjà été président de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada.

L'historien ajoute que des allusions à l'histoire, un désir clair de remonter dans le temps, sont au cœur du style du Château. La technique datait du XVI^e siècle, époque où les architectes glorifiaient les châteaux médiévaux et la légende romanesque du Roi Arthur au Moyen-Âge.

Selon David Jeanes, président d'Héritage Ottawa, un groupe sans but lucratif qui se consacre à la préservation du patrimoine architectural de la ville, cette allure allait ensuite influencer les architectes qui concevaient des structures gouvernementales partout au Canada, en faisant ainsi un style officiel.

Des changements à l'horizon

L'agrandissement du Château comprend-

rait deux nouveaux édifices, soit un dans l'aile est arrière, qui compterait 11 étages, et un dans l'aile ouest arrière, qui en aurait douze. Les structures contiendraient 218 nouvelles chambres pour séjour de longue durée et elles seraient faites de pierre calcaire de l'Indiana agrémentée d'accents de couleur bronze. Un stationnement souterrain de cinq étages serait ajouté, ce qui entraînerait l'enlèvement du garage extérieur actuel. Il y aurait aussi de nouvelles terrasses reliées à la grande salle de bal, de la verdure sur le toit de l'hôtel ainsi qu'une nouvelle cour et de nouveaux jardins extérieurs.

Dans ses dernières propositions, la société Larco Investments a réduit la taille de ses plans, a accru le retrait des parties de l'édifice bordé par l'avenue Mackenzie et le canal Rideau, et a apporté de petits changements à la façade et au toit. La taille de l'annexe a ainsi diminué de 8 p. 100 par rapport à celle décrite dans la proposition antérieure.

L'historique Château à sept étages demeure une propriété privée à caractère unique. En 1981, l'hôtel a été déclaré lieu historique national. C'est aussi un édifice patrimonial de l'Ontario, ce qui signifie que Larco doit obtenir l'approbation de l'Hôtel de ville avant d'aller de l'avant.

Refléter notre époque

La toute dernière proposition de Larco établit malgré tout un vif contraste avec les pierres originales posées au début des années 1900. Des panneaux de verre verticaux longs et minces sont placés à côté des petites fenêtres carrées originales du Château, mais la distinction était intentionnelle, selon ceux qui ont dessiné les plans.

« Quand nous composons avec des édifices historiques, nous n'essayons pas de les reproduire, mais plutôt d'adopter des éléments leur étant subordonnés et les respectant », a expliqué Peter Clewes, architecte en chef du projet, à la revue Macleans. Il souligne que l'annexe serait physiquement séparée de l'hôtel, ce

qui favoriserait une délimitation claire entre l'ancien et le nouveau.

« Nous prenons les éléments importants du Château et nous les appliquons à l'annexe », a déclaré Art Phillips, directeur du développement chez Larco, lors d'une entrevue avec Suite à la Colline. « Nous n'essayons pas de reproduire le Château existant. »

M. Phillips ajoute que les lignes directrices sur le patrimoine exigent que toute nouvelle annexe d'un édifice historique ne reproduise pas la structure existante. Il s'en prend à ceux qui réclament un clone du Château : « Ils veulent un autre château, mais ce n'est pas ce que nous faisons. »

Le nouveau design a ses adeptes. Ceux-ci ne veulent pas qu'un autre château soit érigé près du canal.

« Une annexe moderne vaut mieux qu'une fausse reproduction historique accolée à l'ancienne et prétendument « historique » : cette expansion est honnête en soi », a déclaré dans un gazouillis Jeff Nadeau, planificateur urbain installé à Ottawa, en novembre.

Pas d'accord!

De nombreux autres continuent de voir dans les plans une menace directe pour la préservation du patrimoine d'Ottawa et un éventuel envahisseur dans la Cité parlementaire.

M. Coffman qualifie le design de « grotesque » et dit de lui qu'il ressemble au « prolongement d'un condo ou d'un immeuble commercial de série, typique du début du XXI^e siècle, que l'on aurait à peine modifié ».

« M. Clewes ne comprend de toute évidence pas le langage architectural de l'édifice original et n'a aucune idée des moyens à prendre pour établir un dialogue avec ce dernier », dit-il.

David Jeanes admet que les règles sur le patrimoine précisent que les annexes ne doivent pas « imiter bêtement » le style de la structure historique, mais il souligne qu'elles doivent tendre à « faire complément » à l'original. Cela



Photo produite pour la proposition de novembre 2016 de la société Larco concernant l'agrandissement du Château Laurier. Représentation de la cour intérieure proposée.



L'intérieur du Château Laurier. Photo : Dorothy Dobbie.

pourrait signifier qu'il doit exister une harmonie entre les formes et les matériaux utilisés et les éléments originaux. Selon lui, Larco n'a pas réussi à créer cette harmonie.

M. Jeanes renchérit en disant : « Si vous regardiez l'annexe en elle-même, comme si elle se trouvait seule au milieu d'un champ, vous ne diriez jamais, au grand jamais : « Ah oui! C'est un édifice dont le style s'apparente à celui du Château! »

Écouter la population

La société Larco affirme qu'elle continuera de le consulter le public. Elle dit qu'elle s'attendait à la réaction défavorable initiale, car elle savait à quel point les Ottavien chérissent l'hôtel. Elle soutient maintenant observer une acceptation grandissante de l'agrandissement proposé.

En novembre dernier, l'entreprise a tenu une consultation publique à l'hôtel et elle a alors fait connaître ses plans révisés; ses architectes ont parlé et ont dévoilé une maquette tridimensionnelle. Fait surprenant, bien que des centaines de personnes ont exprimé leur haine à l'égard du design quelques mois auparavant, à peine 92 citoyens et citoyennes ont assisté à la consultation pour présenter leurs opinions en personne. Selon les réponses à un questionnaire distribué lors de la consultation, 50 p. 100 des répondants ont dit accepter l'apparence globale des annexes proposées. La Ville a depuis créé un site Web pour connaître le point de vue d'un plus grand nombre de citoyens.

David Jeanes a félicité l'entreprise pour sa présentation, mais il a affirmé que nous ne devons pas considérer ses résultats témoignent de l'opinion de la ville. Le président d'Héritage Canada propose plutôt d'organiser une charrette sur le design au cours de laquelle les experts pourraient tenir ensemble une session de planification intensive pour tenter d'en arriver à un meilleur design.

Ottawa, une ville vieille et ennuyeuse?

En 2013, la ville d'Ottawa a remporté le prix inaugural de la ville la plus ennuyeuse du Canada. La réputation censément terne de notre capitale en a amené certains à croire que l'indignation contre les plans du Château est peut être due à l'incapacité de la ville d'accepter le risque et le changement.

Dans un article de fond intitulé « Heaven forbid the Château should add something edgy and modern » (Dieu garde Ottawa de se doter de quelque chose d'avant-gardiste et de moderne), le chroniqueur Mohammed Adam de l'Ottawa Citizen décrit la « passion d'Ottawa pour la monotonie et la fadeur ». « Si la génération actuelle avait été présente au moment de la fondation de la ville, celle-ci serait à jamais restée le petit coin victorien tranquille qu'elle était dans les années 1800 », conclut-il.

Bien que l'architecte de Larco ne tienne pas des propos aussi cinglants, il semble aussi critiquer la pensée de l'Âge d'or en s'en servant pour façonner son design moderniste de l'agrandissement de l'hôtel.

« Selon moi, beaucoup de gens pensent que ce qui existait auparavant était meilleur et que nous étions plus à l'aise au contact de nos racines; nos regards en arrière, et non en avant », a déclaré M. Clewes à Macleans. « Il importe vraiment que nous ne reproduisions pas le passé, mais que nous fassions quelque chose qui reflète notre époque et notre société contemporaine. »

M. Coffman n'est pas d'accord. Il affirme que l'architecture occidentale pratique fièrement le « revivalisme » depuis 2 000 ans en vertu d'une tradition qui a mis en lumière les anciens styles, tout en favorisant l'évolution avec tact. Il a mis les architectes modernes en garde contre la tendance à fétichiser le rejet du passé.

Selon M. Coffman, bien que l'annexe moderne puisse être acceptable en soi, elle devient inacceptable quand on la combine à la structure existante.

« Le résultat s'apparente à quelques lignes de hip hop ajoutées à un sonnet d'amour de Shakespeare », a-t-il écrit dans l'Ottawa Citizen.

MM. Coffman et Jeanes ne sont pas convaincus qu'Ottawa soit mal à l'aise face à l'architecture nouvelle et extraordinaire. Ils rappellent comment la ville a bien accueilli la grosse boule de verre qu'est le Centre Shaw, ou les plafonds de la nouvelle Délégation de l'imamat ismaili qui s'élançent vers le ciel.

Ils mentionnent même des mariages heureux du vieux et du nouveau, par exemple la Banque du Canada, où une tour de verre des années 1970 enchâsse un immeuble datant de 1938.

L'avenir

Bien que Larco dise qu'il est trop tôt pour prédire quand les travaux commenceront concrètement sur place, l'entreprise est bien partie pour obtenir le feu vert et apporter ses changements au Château Laurier. La société immobilière et hôtelière a conclu l'étape préalable aux consultations dans le cadre de sa proposition et elle présentera ses plans au conseil municipal en juin. Les conseillers décideront si Larco recevra un permis du patrimoine qui lui permettrait d'entreprendre la construction. Le design n'a fait l'objet d'aucune révision importante depuis les modifications mineures apportées en novembre dernier.

Pour le moment, la perspective canadienne nationale de Peter Coffman est déçagée. Les édifices du Parlement d'inspiration britannique demeurent eux aussi, mais ils sont en train d'être remis à neuf. L'ouvrage de défense qu'était le canal Rideau continue de servir les plaisanciers et les patineurs. Le Château Laurier d'inspiration française, hôtel emblématique de notre pays, attend de connaître son sort.

L'ancien sénateur Vim Kochhar dirige la Déferlante roulante sur la Colline pour la 5e année consécutive

Par Hayley Chazan, photos : Canadian Foundation for Physically Disabled Persons



Les sénateurs Don Plett, Tobias Enverga, Chantal Petitclerc, Yonah Martin, Jim Munson, Wilfred Moore et l'ancien sénateur Vim Kochhar.

L'ancien sénateur Vim Kochhar croit depuis longtemps qu'un fauteuil roulant est synonyme de liberté.

Le fauteuil roulant, qui était autrefois une lourde pièce de machinerie conçue pour transporter des gens d'un point à un autre, s'est transformé, au cours des 400 dernières années, en un formidable outil de mobilité utilisé par des athlètes dans le monde entier.

Pour des athlètes handicapés, un fauteuil roulant est synonyme de possibilités : possibilité de concourir et de réussir, possibilité de subvenir à leurs besoins et

possibilité de réaliser leurs rêves, et tout cela dans un environnement qui leur serait inaccessible sans leur fauteuil.

Vim Kochhar a consacré sa vie non seulement à offrir ces possibilités aux Canadiens handicapés, mais aussi à sensibiliser les personnes capables de marcher en vue de changer leur manière de percevoir les personnes handicapées.

C'est ce qui a incité Vim Kochhar à lancer la Déferlante roulante sur la Colline il y a dix ans. Organisée annuellement d'abord à Queen's Park, à Toronto, elle se déroule maintenant à Ottawa

depuis la nomination de Vim Kochhar au Sénat en 2010.

« Cette activité a pour objectif de changer la manière dont les parlementaires et les jeunes considèrent le handicap, explique M. Kochhar. Nous invitons les athlètes en fauteuil roulant les plus rapides du monde à venir se mesurer les uns aux autres à Ottawa; un prix de 30 000 \$ sera remis au gagnant, soit la récompense la plus élevée au monde pour une course en fauteuil roulant. »

La nouvelle sénatrice Chantal Petitclerc a coprésidé la dernière édition de la



Des participants de cinq pays au départ de la course en fauteuil roulant de 10 kilomètres.

Déferlante, en octobre 2016. En tant que médaillée d'or aux Jeux paralympiques et ancienne concurrente de la Déferlante roulante, elle était fière de se joindre à Vim Kochhar pour cette occasion spéciale.

«Le message derrière la récompense monétaire est qu'un athlète est un athlète et que le prix devrait correspondre à ce qui se voit dans les compétitions pour athlètes non handicapés», a déclaré Mme Peticlerc.

En plus de la course en fauteuil roulant de 10 kilomètres, une course de relais scolaire est organisée sur la pelouse de la Colline parlementaire, à laquelle participent plus de 2 000 élèves des écoles de l'Outaouais. Les parlementaires ont aussi la possibilité de concourir dans le cadre de ce rassemblement annuel.

«Le but de la course en fauteuil roulant des parlementaires est de faire prendre conscience à ces derniers que manœuvrer un fauteuil roulant n'est pas chose facile, et que parcourir 10 kilomètres en 22 minutes l'est encore moins. Par ailleurs, les élèves ont l'occasion de vraiment voir le handicap comme une force et non comme un désavantage»,

Selon les organisateurs, la visibilité que les parlementaires et les décideurs donnent à ces activités joue un grand rôle dans l'apparition de la multitude de nou-



Les fauteuils foncent dans l'une des nombreuses compétitions de la Déferlante roulante sur la Colline.

velles sources de revenus et de nouveaux emplois, services, soins de santé et programmes sociaux offerts aux personnes handicapées depuis dix ans.

«Cet événement inspirant trouve vé-

ritablement un écho chez les Canadiens. Je vous remercie au nom de ceux pour qui le fauteuil roulant est un symbole de liberté. Que la Déferlante roulante commence», a conclu M. Kochhar.



Dorothy Dobbie

Filtrer les fausses nouvelles

Par Dorothy Dobbie

Ces derniers temps, on déplore abondamment les «fausses nouvelles», sans qu'on sache trop de quoi il s'agit exactement. Le président américain Donald Trump semble penser qu'il s'agit de tout ce qu'il ne croit pas. La presse populaire pense que c'est une conspiration pour remplacer les médias.

Certes, ces deux interprétations sont correctes jusqu'à un certain point, mais observons le phénomène et son histoire d'un peu plus près.

Les débuts des fausses nouvelles

Les fausses nouvelles existent depuis toujours. Avant les textes imprimés, elles existaient sous la forme de rumeurs, parfois pour tromper ou simplement pour mentir. D'autres fois, c'était une légère distorsion de la réalité à l'avantage de son rapporteur. Il n'y a pas grand-chose qui a changé au cours des millénaires.

Au 19^e siècle, on parlait de «journalisme jaune». D'après l'historien Sidney Pomerantz, le sensationnalisme délibéré de cette période commençait déjà à décliner en 1898, comme en témoigne une publication de l'industrie journalistique de New York : «Le public commence à en avoir vraiment assez des fausses nouvelles et des faux extras. Certains journaux de la ville ont publié tant de dépêches mensongères que les gens commencent à douter de toutes les déclarations qu'ils font.»

Notre génération a aussi fait l'expérience des fausses nouvelles. Nous avons tous aperçu, enfant, ces présentoirs aux caisses de sortie des épiceries locales arborant des publications comme le National Enquirer, qui inventent délibérément des gros titres et des histoires sensationnelles. Plus c'est horrible et extravagant, semble-t-il, plus c'est vendeur.

Qui blâmer

Mais, derrière cela, il y a un phénomène plus inquiétant qu'il faut mettre au jour, dont la presse populaire elle-même est responsable. Il s'agit de l'habitude d'interpréter les nouvelles. Les auteurs tirent des conclusions et l'histoire est déformée pour appuyer ces conclusions. Il est frustrant pour ceux qui

suisent l'actualité de rétablir les faits quand les faits sont présentés de manière sélective, ce qui se produit souvent.

Non seulement l'interprétation des nouvelles est trompeuse et frustrante, mais en plus, elle a un côté sinistre. C'est l'idée perpétuée par les médias selon laquelle tout le monde devrait penser de la même manière, et qu'il est immoral d'avoir une opinion divergente. J'appelle cela «Everyone in yellow» (Tout le monde est jaune) d'après la campagne publicitaire lancée par Gap il y a quelques années.

Voici une illustration parfaite de cet état de fait : pendant les élections américaines, mon petit-fils m'a dit que Donald Trump avait l'intention bloquer l'accès à Internet. Il a tiré cette nouvelle édifiante d'une manchette. Bien sûr, c'était faux; ce n'est pas ce que Donald Trump avait dit. Mais, la tournure prise par le journaliste et le gros titre le laissaient entendre sans l'ombre d'un doute.

Quand j'en ai parlé sur Facebook, en joignant la vidéo de ce que l'homme avait en fait dit, ma fille m'a téléphoné de Toronto pour me prévenir du danger de défendre les propos de Donald Trump, quels qu'ils soient!

Est-il dangereux de dire la vérité? Il semblerait que oui si celle-ci va à l'encontre de l'opinion publique.

Les médias ne semblent pas se rendre compte de ce qu'ils font quand ils empêchent les opinions contraires de s'exprimer. Récemment, la rédactrice en chef du Winnipeg Free Press s'est adressée à un groupe dont je fais partie. Elle venait de couvrir les élections américaines et ne pouvait pas croire que Donald Trump avait gagné étant donné que tous ceux à qui elle avait parlé n'avaient rien de bon à dire sur lui. Il ne bénéficiait d'aucun appui, selon elle.

Or, le fait est qu'elle ignore tout simplement ceux qui ont une autre opinion que la sienne et celle de ses amis. Même pendant son exposé, il était évident qu'elle pensait que tout le monde dans la pièce partageait sa manière de voir les choses, et qu'elle ne se doutait absolument pas que ses commentaires présentés de manière vertueuse

étaient pour le moins déconcertants aux yeux de certains membres de son auditoire qui, en fait, n'étaient pas tous d'accord avec ses propos.

Il est vrai cependant que cette partialité va dans les deux sens : des médias comme Fox News, à tendance conservatrice, sont tout aussi coupables, mais la presse libérale prend presque toute la place.

L'avenir

Personnellement, je pense que Donald Trump est un riche enfant gâté soit sociopathe, soit désavantagé sur le plan intellectuel, qui est absolument convaincu que tout lui est dû. Toutefois, là n'est pas la question. Il a le droit à ce qu'on rapporte ses propos avec exactitude sans qu'ils soient interprétés. Le public n'est pas stupide et peut tirer ses propres conclusions.

Je crois en effet, jusqu'à un certain point, que l'émergence de Donald Trump a beaucoup à voir avec une réaction instinctive du public contre la partialité des médias et le refus de laisser des opinions divergentes s'exprimer. Et là, il y a danger. Rappelez-vous, les lois de nos deux pays ont pour fondement le droit à la liberté d'expression, laquelle est encadrée pour éviter les incitations à la révolte et à la haine.

Nous devons absolument encourager toutes les opinions à s'exprimer parce que dans chacune d'entre elles, il y a une part de vérité, que nous soyons prêts à l'entendre ou non. Et de cette part de vérité, si minime soit-elle, nous pouvons tirer des leçons qui peuvent s'avérer utiles. Si nous fermons volontairement nos yeux et notre esprit à tout ce qui n'est pas le discours populaire, nous mettons la démocratie en danger et nous ne rendons pas service à ceux que nous pensons protéger.

Les fausses nouvelles ne sont pas l'apanage exclusif d'individus sans retenue. Une fausse nouvelle peut être créée par un adjectif, par une omission ou par une conclusion biaisée. Les médias devraient en prendre bonne note.

Mme Dorothy Dobbie a été la députée progressiste-conservatrice de la circonscription de Winnipeg Sud de 1988 à 1993.



L'hon. John Reid.

Un besoin pressant de politiques fondées sur des données probantes

Par l'hon. John Reid

Si seulement les politiciens voulaient bien s'intéresser aux politiques fondées sur des données probantes, comme dit l'adage, les actions gouvernementales auraient de bien meilleurs résultats. Il s'agit de l'un des véritables problèmes de la démocratie, à savoir que nos systèmes sont très complexes et pas nécessairement bien compris. Et si vous touchez à un élément, il y a fort à parier que vous allez être surpris du résultat. C'est le dilemme auquel sont confrontés tous les responsables politiques dans la sphère publique. La politique est compliquée parce que l'électorat n'est pas aussi imprégné des enjeux que les députés et cependant, c'est lui qui a le dernier mot. Permettez-moi de vous donner quelques exemples où des politiques fondées sur des données probantes se révèlent fructueuses et infructueuses.

D'abord, il faut considérer les données probantes, le contexte et l'auteur de la recherche. Il y a pléthore d'économistes au gouvernement comme dans le secteur privé. Ils s'intéressent essentiellement à la manière dont fonctionnent l'économie et ses secteurs. Si le PNB augmente, tout va bien, or ils ne se sentent pas vraiment concernés par la répartition des gains. La structure de la société, à savoir les gagnants et les perdants, la dimension culturelle, c'est-à-dire les arts, la famille, etc., ne font pas vraiment partie de leurs compétences.

De bonnes données probantes

La Dre Anne Stephenson de l'hôpital St Michael's de Toronto a publié récemment dans les *Annals of Internal Medicine*, une revue médicale soumise à l'examen par les pairs, des travaux utiles à l'élaboration de politiques. Selon la conclusion de son étude, la durée de vie moyenne des Canadiens souffrant de fibrose kystique (une maladie héréditaire à l'origine de graves problèmes pulmonaires) est de 49 ans, contre 37 ans aux États-Unis. Par conséquent, le taux de mortalité au Canada est inférieur de 34 % à celui des États-Unis. L'étude a porté sur 5941 patients canadiens atteints de cette maladie et 45 448 patients américains de 1990 à 2013. Les chercheurs ont

vérifié l'âge des patients, la gravité de leur maladie et d'autres facteurs.

Il n'y avait pas de différence entre les taux de mortalité chez les Américains et les Canadiens disposant d'une assurance-maladie privée. Or, chez les Canadiens (qui ont tous une assurance-maladie), ce taux était inférieur de 44 % à celui des Américains souscrivant aux régimes Medicaid ou Medicare, et inférieur de 77 % à celui des Américains sans assurance.

Il s'agit de travaux très intéressants et très utiles pour les politiciens, les conseillers en politiques et les citoyens, qui pourraient orienter la stratégie de notre pays en matière de fibrose kystique. Mais souvent quand un sujet ne correspond pas à un déterminisme culturel ou à un biais personnel, il est laissé de côté. Par ailleurs, un nouveau gouvernement hésite à s'approprier les travaux de son prédécesseur qui n'est pas du même bord. Il se produit la même chose quand une entreprise est achetée par une autre : ses travaux et ses produits sont souvent éliminés par les nouveaux propriétaires « parce qu'ils n'ont pas été conçus ici ».

Bien penser la légalisation de la marijuana

Quand des travaux de recherche aboutissent à des conclusions contradictoires, les conseillers en politiques et leurs chefs se retrouvent face à un problème parce qu'il n'y a pas de résultats acquis. Une décision doit être prise, mais souvent, personne ne sait en fonction de quel facteur. Les études sur les effets sur la santé de la marijuana sont déroutantes et contradictoires. Étant donné que la marijuana est illégale, très peu de recherches ont pu être réalisées sur ses effets sur la santé. On observe aujourd'hui la mise en place de toute une série de mesures de légalisation alors qu'il n'y a aucune étude « de fond » en cours pour aider ceux qui doivent prendre les décisions difficiles.

Les études qui ont été effectuées reposent grandement sur les déclarations de patients. Cela ne constitue pas une référence en recherche, qui suit des protocoles bien précis. D'après un examen de ces études par les National Academies of Sciences, Engi-

neering, and Medicine (États-Unis) publié cette année, la marijuana traite avec succès la douleur chronique, les spasmes musculaires dus à la sclérose en plaques et la nausée et les douleurs associées à la chimiothérapie.

Mais, il est aussi prouvé que la consommation de marijuana contribue au développement de la schizophrénie et à l'augmentation des accidents de la circulation, des accidents vasculaires cérébraux et des insuffisances cardiaques. Il y a donc des éléments en faveur et contre à propos de cette drogue. Il ne fait aucun doute, dans ce nouvel environnement permissif, que des recherches plus approfondies seront entreprises. En attendant, le gouvernement fédéral a annoncé que la consommation de marijuana sera légalisée d'ici au 1er juillet de l'année prochaine étant donné que le projet de loi a été déposé en avril.

Aller vite

Pour le politicien et le conseiller en politiques, les décisions doivent être prises vite. S'ils n'agissent pas, ils (et nous aussi) devront probablement accepter certaines situations qu'on a laissé s'installer dans le contexte de l'expansion de cette industrie encore illégale. Cependant, il n'y a pas de lignes directrices claires en ce qui concerne les étapes ultérieures. Comme dans le cas des nouvelles entreprises dans l'économie de partage (comme Uber, Airbnb), les gouvernements essaient de rattraper le temps perdu en matière de collectes de données visant à appuyer les décisions que le public attend d'eux.

Nous avons encadré légalement l'utilisation de la marijuana à des fins médicales, contrairement à sa vente à des fins récréatives, qui se développe actuellement quasiment dans un vide juridique, les officines de marijuana établissant des points de vente à des endroits surprenants.

Ouvrir le robinet

La seule situation similaire à laquelle je peux penser est la fin de la prohibition aux États-Unis, en 1933. L'arrêt de la vente d'alcool a été désastreux. Les autorités durent en autoriser de nouveau la vente pour

Suite à la page suivante

mettre un terme notamment à la criminalité violente et aux gangs qui avaient la mainmise sur ce commerce. Une des leçons à tirer de ces événements est que, quand une population veut quelque chose, elle l'obtient généralement. Les gouvernements nord-américains ont tenté de traiter la question de la marijuana et d'autres drogues de la même manière et avec les mêmes résultats. N'oublions pas que l'alcool est de loin la drogue la plus utilisée par les Canadiens. Il cause de nombreux problèmes de santé et altérations à l'origine d'accidents. Or, notre société en est venue à le tolérer ainsi que les problèmes qu'il entraîne.

Au mieux, la prise de décisions en matière de politiques publiques est difficile : il y a toujours de nombreux points de vue divergents. C'est beaucoup plus difficile parce que nous, les humains, nous éprouvons de nombreuses émotions et sensations. Nous avons aussi un cerveau relativement logique qui lutte en permanence contre ces émotions et ces biais. Toutefois, notre cerveau logique n'est pas toujours victorieux. Nous nous opposons souvent à des politiques à cause de la personne qui les défend; nous aimons « tirer sur le messenger ». Nous nous opposons parfois à cette personne parce que, trouvant difficile d'accepter que les

temps ont changé, nous restons sur nos positions.

Si vous voulez faire les choses correctement, vous devez être à l'affût des meilleurs travaux de recherche que vous puissiez trouver, vous devez vous intéresser à des échanges de point de vue intelligents entre des personnes qui savent de quoi elles parlent et vous efforcer de prendre une décision qui réglerait effectivement le problème, ou à tout le moins ce que nous pouvons comprendre du problème.

L'hon. John Reid a été député libéral de la circonscription de Kenora-Rainy River, de 1965 à 1984.

Spectacle son et lumière sur la Colline du Parlement



Photo : Canadian Heritage/Patrimoine Canada.

Cet été, les édifices du Parlement continueront de servir de toile de fond pour l'impressionnant spectacle Lumière du Nord. Du 11 juillet au 16 septembre, les visiteurs de la Colline peuvent voir ce spectacle multimédia haute définition de son et lumière de trente minutes. La présentation, accompagnée d'une narration, racontera notre histoire aux visiteurs. Dix-sept projecteurs et 150 dispositifs d'éclairage sont utilisés pour créer une image claire de 35

millions de pixels sur l'édifice du Centre. Dix-huit haut-parleurs assurent une ambiance ambiophonique. Le projet a aussi nécessité 150 kilomètres de câbles.

Cette année, le spectacle célèbre le 150^e anniversaire du Canada. Les représentations auront lieu à 22 h en juillet, à 21 h 30 en août et à 21 h en septembre. Ce spectacle a été créé en 1984, et en est à sa sixième édition. Il prendra fin en 2019.

Rester en contact

Par Hayley Chazan et Scott Hitchcox

« J'ai décidé de me lancer en politique pour rendre le monde meilleur, et je crois que c'est aussi le cas de la plupart des députés. »

– Richard Marceau

Richard Marceau

(Bloc québécois, député, 1997-2006)

Q : Cela vous manque-t-il de ne plus faire de politique?

Parfois. Cela procure des sensations fortes et on rencontre des gens intéressants. L'influence directe qu'on exerce est vraiment concrète. J'ai été porte-parole en matière de justice pour mon parti pendant des années et je me suis occupé d'un bon nombre de dossiers intéressants, de la décriminalisation de la marijuana au mariage des couples de même sexe.

C'était agréable, mais maintenant, en fait, j'apprécie le fait d'avoir la plupart de mes week-ends libres. Ma vie est un peu plus normale. Je passe plus de temps avec mes enfants et c'est une bonne chose. Je ne pense pas que les gens comprennent à quel point on sacrifie sa vie de famille quand on est député. Les parlementaires devraient avoir droit à plus d'égards. Oui, c'est une passion. Oui, c'est plaisant. Oui, c'est gratifiant, mais il y a aussi un prix à payer que la plupart des Canadiens ne voient pas. Le rôle et le travail du député devraient être mieux connus et plus appréciés.

Q : Racontez-moi un peu ce que vous faites maintenant.

Je travaille pour le Centre consultatif des relations juives et israéliennes. Je suis le conseiller et l'avocat principal du gouvernement et je supervise aussi le dossier Partenariats, c'est-à-dire le dossier sur le dialogue multiconfessionnel et interculturel pour la communauté juive. J'ai commencé à travailler pour la communauté juive il y a 10 ans, juste après avoir perdu l'élection en 2006.

Q : Vous vous êtes converti au judaïsme tardivement. Qu'est-ce qui vous y a poussé?

J'ai épousé une femme juive. Même si elle n'est pas pratiquante, elle est fière de sa culture juive et elle m'a ouvert les portes d'un monde que je ne connaissais pas. Il n'y avait que 200 Juifs à Québec, d'où je viens. Plus j'explorais l'esprit du judaïsme, son histoire, sa culture, plus j'avais le sentiment de me reconnaître dans cette religion. Dix ans après notre mariage, je me suis converti



Richard Marceau dans le désert de Judée pendant l'été 2016. Photo : Richard Marceau.

au judaïsme. Je fais maintenant partie du conseil de ma synagogue.

Q : Un grand nombre des questions qui vous tiennent à cœur au Centre consultatif des relations juives et israéliennes sont à caractère social. Pourquoi cette passion?

Eh bien, j'ai choisi de faire de la politique parce que je voulais rendre le monde meilleur. Je pense que c'est aussi le souhait de la plupart des députés. C'est ce que j'ai fait pendant neuf ans à la Chambre et je voulais continuer à le faire.

J'ai vu l'effet que nous avons eu après le débat sur le mariage de conjoints de même sexe. Quand il a été légalisé au Canada, j'ai reçu de nombreuses invitations à des mariages et j'ai compris que nous avions changé des vies. Nous continuons à faire le même genre de travail, qu'il s'agisse de défendre les droits des transgenres, de lutter contre la discrimination génétique ou en faveur de logements plus décentes pour les personnes qui ont peu de moyens. C'est ainsi que nous pouvons améliorer la société et c'est ce qui me pousse à aller de l'avant depuis l'adolescence.

Q : J'ai entendu dire que vous avez écrit deux livres.

J'ai écrit un livre intitulé « Juif : une histoire québécoise », que j'ai aussi traduit sous le titre « Quebec Jew : From Bloc Québécois MP to Jewish Activist », et adapté à un public anglophone. Il explique les Juifs, le judaïsme et Israël à quiconque ne connaît pas le sujet.

Le public que je visais était les Québécois français. Au Québec, la communauté juive vit en grande majorité sur l'Île de Montréal. Vous avez très peu de chances de croiser un Juif si vous ne vivez pas à Montréal. Les seuls Juifs que vous voyez dans les médias sont des soldats juifs ou des juifs hassidiques (des juifs orthodoxes). J'ai donc voulu expliquer la judaïté.

J'ai une anecdote amusante à raconter à ce sujet. Après que le livre a été publié, j'ai reçu un coup de téléphone d'André Pratte, l'ancien rédacteur en chef de La Presse qui est aujourd'hui sénateur. Il voulait en présenter un extrait. La photo choisie par le journal pour illustrer cet extrait était celle d'un hassidique d'Outremont! Cela illustre bien les idées fausses contre lesquelles je m'opposais.

L'année dernière, j'ai publié une haggada (guide juif pour le Séder de la Pâque juive) canadienne. Parue en français, en anglais et en hébreu, elle est illustrée par des photos représentant la vie des Juifs partout au Canada. Nous avons cherché dans toutes les archives juives au Canada et avons inclus les points de vue de tous, des juifs les plus libéraux aux plus orthodoxes.

Q : Maintenant que vous en avez terminé avec la politique et que votre emploi du temps est moins chargé, qu'aimez-vous faire pendant vos temps libres?

J'aime voyager. Je vais habituellement en Israël pour des raisons professionnelles deux ou trois fois par an et quand je le peux, j'y reste plus longtemps. Je vais souvent en Europe et aux États-Unis, j'aime lire et j'aime regarder mes enfants faire du sport. J'ai des jumeaux de 18 ans. Et je continue à écrire. Je suis en train d'écrire un autre livre. Je fais aussi du bénévolat.

« Depuis près de dix ans maintenant, j’habite à Genève, où je travaille pour un organisme international appelé Le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. »

– Svend Robinson

Svend Robinson

(député néo-démocrate, 1979-2004)

Q : Vous comptez parmi les députés ayant les plus longs états de service. Qu’est-ce que cela vous fait?

Ce fut un très grand honneur et un privilège de pouvoir servir la circonscription que je représentais et mon pays et de travailler à l’international. J’ai été député pendant plus de 25 ans.

Q : Vous avez été le premier député en fonction à annoncer publiquement son homosexualité. Comment cela s’est-il passé?

L’épidémie du sida faisait rage et j’assistais aux funérailles d’amis et d’électeurs. C’était terrible. À cette époque, il était très difficile de faire reculer l’épidémie en raison du véritable obstacle que représentait l’homophobie liée au VIH/SIDA. J’ai donc pensé qu’en annonçant mon homosexualité, je pourrais peut-être changer les choses.

J’ai aussi pensé que ma démarche apporterait davantage de soutien, en particulier pour les jeunes homosexuels, lesbiennes et transgenres, qui pourraient en effet se dire : « Nous sommes partout, même au Parlement ». Personne n’était sorti du placard avant moi et beaucoup de mes collègues politiciens m’ont dit que je commettais un suicide politique. Quand je suis sorti du placard, j’ai été la cible de nombreuses attaques de la part d’autres chefs politiques. J’ai été pris à partie par le premier ministre de la Saskatchewan d’alors, ainsi que par le premier ministre de ma propre province, la Colombie-Britannique. Or, ce qui est vraiment extraordinaire, c’est que six mois après ces événements, j’ai été réélu avec une majorité dépassant toutes celles de mes sept élections précédentes. C’était un bon signe, je pense, et aujourd’hui il y a plusieurs députés ouvertement homosexuels, hommes et femmes. Ce n’est plus un problème. Et c’est comme ça que cela devrait être.

Q : Quelle est votre plus grande réussite en tant que député?

Ce qui a eu le plus d’incidence sur les gens, selon moi, c’est probablement mon travail avec Sue Rodriguez sur le droit à mourir dignement. Nous sommes devenus de très bons amis. Je défendais sa



Svend Robinson et des députés australiens aident la population locale lors d’un voyage au Vietnam en 2016. Source de la photo : Svend Robinson.

cause publiquement et elle faisait preuve d’héroïsme. Voici maintenant, un peu plus de 20 ans plus tard, que cette cause pour laquelle nous avons lutté, elle et moi, est aujourd’hui reconnue à l’unanimité au Canada comme un droit garanti par la Charte.

Q : Qu’avez-vous fait depuis que vous avez quitté la politique?

Depuis presque dix ans, je travaille à Genève, en Suisse, pour une organisation internationale appelée le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. C’est le bailleur de fonds considéré comme le plus important au monde en ce qui concerne la lutte contre ces trois maladies; nous penchons aussi sur des questions de droits de la personne et d’égalité des sexes. Je suis responsable des relations parlementaires. Je travaille avec des députés du monde entier et j’assiste à des réunions de comités des affaires étrangères au nom de l’organisation. En Afrique, je parle à des députés de l’incidence du Fonds

mondial sur leur pays. J’emmène des députés de pays donateurs visiter les pays dans lesquels nous travaillons. Récemment, par exemple, j’ai accompagné une importante délégation de députés australiens au Vietnam pour leur montrer comment ils améliorent les conditions là-bas.

Je suis particulièrement fier du rôle prépondérant joué par le Canada. En tant que Canadien moi-même et ancien député canadien, je pense que le Canada s’est montré d’un soutien sans faille au Fonds mondial. De fait, le Canada a accueilli notre grande conférence annuelle de reconstitution des ressources; c’est donc très excitant.

Q : Qu’aimez-vous faire quand vous ne travaillez pas? Quels sont vos passe-temps?

En hiver, j’aime faire du ski alpin et le meilleur endroit pour en faire est Whistler, en Colombie-Britannique. Mon partenaire Max et moi avons une résidence sur l’île Galiano, dans le secteur sud des Îles Gulf, entre Vancouver et Victoria, où j’aime faire du kayak de mer.

« J'ai été véritablement surpris et ému de voir que 15 de mes collègues conservateurs et autant de libéraux votaient comme moi et renvoyaient le projet de loi à la Chambre des communes. »

– L'honorable Hugh Segal

L'honorable Hugh Segal

(sénateur conservateur, 2005-2014)

Q : De quel moment de votre carrière sur la Colline êtes-vous le plus fier?

Il y en a eu deux.

Le premier, c'est quand j'ai voté au Sénat, en juin 2013, pour des amendements au projet de loi C-377 que j'avais proposés. Ce projet de loi était un projet de loi d'initiative parlementaire pernicieux de l'extrême droite de la Chambre des communes qui visait à limiter sérieusement, par des moyens que je jugeais inconstitutionnels, le droit des syndicats à la libre négociation collective au Canada. Honnêtement, je pensais que mon amendement allait être rejeté par le Sénat. J'ai vraiment été très surpris et ému de voir que 15 de mes collègues conservateurs et bon nombre de libéraux ont voté comme moi pour renvoyer le projet de loi à la Chambre des communes. Bien que le gouvernement conservateur ait présenté de nouveau le projet de loi, la première mesure que le nouveau gouvernement libéral a prise après les élections a été de le mettre de côté. C'était très encourageant. Dans une économie de marché mixte, il faut que les listes de priorités des entreprises, des syndicats, du gouvernement et des collectivités soient prises en compte de manière égale. Ce projet de loi aurait contribué à fausser cet équilibre pour toujours et à déstabiliser ainsi notre économie.

Le second, c'est quand j'ai assisté à la signature de la Charte du Commonwealth par Sa Majesté la Reine à Marlborough House, à Londres, en mars 2013. J'ai eu le privilège d'y assister à titre de membre du Groupe de personnalités du Commonwealth représentant le Canada, aux côtés d'autres citoyens du Commonwealth. Ce groupe a recommandé la Charte et a travaillé sur son contenu avant qu'elle soit approuvée à la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth à Perth, en Australie. La Charte met de l'avant les valeurs fondamentales essen-



L'honorable Hugh Segal.

Source de la photo : Hugh Segal.

tielles à la mission du Commonwealth que sont la démocratie, la primauté du droit, l'égalité entre les sexes, l'indépendance judiciaire et les droits de la personne.

Q : Qu'avez-vous fait depuis que vous avez quitté le Sénat?

J'ai quitté le Sénat en juin 2014 et j'ai pris le poste de doyen du Collège Massey en juillet de la même année. Massey est un collège résidentiel pour étudiants de deuxième et troisième cycles très dynamique et plaisant affilié à l'Université de Toronto et fondé au début des années 1960 par le premier gouverneur général né au Canada, le très honorable Vincent Massey. Le premier directeur du Collège était le célèbre dramaturge, romancier et éditeur Robertson Davies. Mon travail est extrêmement prenant, mais il me permet aussi de côtoyer des étudiants aux cycles supérieurs très brillants et d'une grande vitalité intellectuelle en sciences, en let-

tres, en arts créatifs et issus des écoles professionnelles de commerce, de droit, de médecine, d'architecture, de sciences infirmières et d'ingénierie. L'institution compte aussi d'illustres agrégés, canadiens ou étrangers, du monde universitaire, des arts et des affaires ainsi que de la fonction publique. La Quadrangle Society de Massey est constituée de personnes remarquables venues du monde des affaires et des arts, des professions libérales et du journalisme de partout au Canada. Les activités et les événements, vraiment variés, sont très prenants et gratifiants. L'accent est mis sur l'interdisciplinarité afin que les étudiants de cycle supérieur puissent s'intéresser à d'autres domaines intellectuels ou artistiques que leur champ d'études ou de recherche plus particulier. C'est un honneur d'avoir été choisi pour servir le Collège.

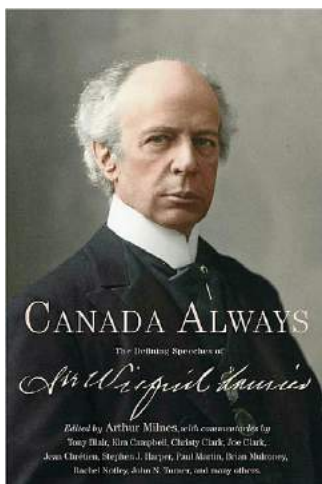
Q : Que faites-vous pendant vos loisirs?

Ma famille possède un chalet dans le comté de Leeds, dans le réseau du canal Rideau. Pour moi, un moment de détente heureux est lorsque je me trouve dans le pavillon où j'écris, le matin au lever du soleil, un stylo à plume, un bloc de papier jaune ligné de format légal et une tasse de café bien fort devant moi. Ce moment de détente, l'été dernier, s'est transformé en un livre, *Two Freedoms : Canada's Global Future*. J'ai commencé sa rédaction pendant mes vacances d'été 2013, et il a été publié chez Dundurn en avril 2016.

Q : Qu'est-ce qui vous manque le plus de la vie parlementaire?

De la vie parlementaire, il n'y a rien, en soi, de vraiment attirant ni qui me manque désespérément. Mais il y a quelques personnes remarquables des quatre partis, parmi les employés du Sénat et les fonctionnaires, les membres des médias, de la sécurité du Sénat et du renseignement, des forces armées et parmi les diplomates, avec qui j'ai été honoré et heureux de travailler. Elles me manquent beaucoup.

Les entretiens ont été modifiés et abrégés par souci de l'espace.



Canada Always: The Defining Speeches of Sir Wilfrid Laurier. Par Arthur Milnes. McClelland & Stewart. Octobre 2016. Canada. 528 pages. ISBN 978-0771059773

Au cours des 150 ans qui se sont écoulés depuis la confédération du Canada, peu de fonctionnaires ont eu autant d'influence sur la structure de notre société que sir Wilfrid Laurier. L'ouvrage *Canada Always: The Defining Speeches of Sir Wilfrid Laurier* réunit 48 des discours les plus importants du septième premier ministre (1896-1911). Alors que les étudiants en histoire canadienne en apprennent sur les innombrables réalisations de Wilfrid Laurier, de la conclusion d'une alliance entre les Anglophones et les Francophones à l'élargissement de la Confédération, peu le voient comme le fantastique orateur qu'il était.

Ce livre est l'œuvre d'un historien et rédacteur de discours politiques canadien réputé, Arthur Milnes, qui remet les différentes périodes de la vie de Wilfrid Laurier dans un contexte historique.

Un large éventail d'éminents Canadiens remplace chaque discours dans son contexte. Chacun de ces courts essais a été produit par les premiers ministres encore vivants, et par des personnalités comme Tom Axworthy, l'ancien secrétaire principal du premier ministre Pierre Trudeau, et encore Bob Rae, l'ex-dirigeant intérimaire du Parti libéral du Canada. Cette analyse permet au lecteur de vraiment saisir les émotions qui résonnent dans les discours de Wilfrid Laurier.

Wilfrid Laurier prononce le discours d'adieu de sa promotion

Le discours le plus surprenant de tout l'ouvrage est peut-être son tout premier, en 1864, lorsqu'il prononce une allocution d'adieu à la collation des grades de la

Wilfrid Laurier et le projet Canadien

Par Hayley Chazan

faculté de droit de l'Université McGill. Le jeune homme parle des responsabilités qui reposent sur ceux qui choisissent la carrière juridique et il présente sa vision de la justice pour tous.

Dans l'essai contextuel annexe, l'ancien juge de la Cour suprême, l'honorable Thomas Cromwell, observe que le futur premier ministre expose les grandes lignes de ce qui serait, en fin de compte, le modèle qu'il suivrait pour diriger le Canada pendant une de ses périodes de genèse les plus intenses. «Ce discours met en évidence ce mélange de naïveté et d'idéalisme qui feraient plus tard sa marque et présente d'une manière remarquable une vision politique profondément ancrée dans les idéaux de justice et de tolérance», fait remarquer Thomas Cromwell.

S'attaquer aux échanges commerciaux

Or, n'importe quel politicien peut confirmer qu'il faut être plus qu'un excellent orateur pour être un vrai homme d'État. Wilfrid Laurier s'occupa de politiques fondamentales et notamment d'une des premières tentatives pour conclure un accord de libre-échange avec notre voisin du sud. Connue à l'époque comme la troisième voie de la politique canadienne, notre relation commerciale avec les États-Unis continue de soulever des défis pour nos politiciens actuels. Malheureusement pour Wilfrid Laurier, elle mena à sa défaite en 1911. S'attaquer aux échanges commerciaux à l'époque représentait un risque politique calculé. Cela a prouvé que Wilfrid Laurier n'avait pas peur de faire ce qu'il pensait être le mieux pour le Canada, même si cela mettait en évidence sa plus grande faiblesse en matière de politique, à savoir qu'il était trop anglais pour les Francophones et trop français pour les Anglophones, comme le dit si bien Arthur Milnes.

Bien sûr, toute carrière politique a ses

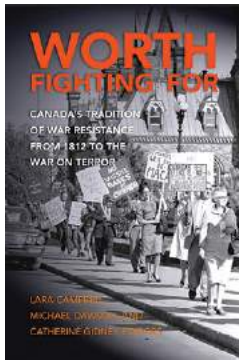
écueils. Il est facile d'oublier que Wilfrid Laurier a été dans l'opposition de 1887 à 1896, avant de devenir premier ministre. C'est pendant cette période qu'il présenta pour la première fois sa vision d'une alliance anglo-française qui ferait du Canada ce qu'il est aujourd'hui. Tout fonctionnaire qui s'est débattu avec des questions d'unité nationale reconnaîtrait dans les mots de sir Wilfrid Laurier les défis d'aujourd'hui.

Rassembler la nation

De fait, l'ancien premier ministre Stephen Harper écrit par la suite : «En dépit des hauts et des bas de sa carrière et les moments trop fréquents où l'unité canadienne a été mise à l'épreuve, sir Wilfrid Laurier n'a jamais perdu foi en le Canada et en son peuple. Son combat, et l'exemple qu'il donne, à l'instar de sir John A. Macdonald, sont toujours aussi pertinents.»

Le fait qu'un ancien premier ministre conservateur du 21^e siècle reconnaisse la valeur d'un cacique du Parti libéral est un témoignage de l'unité canadienne que Wilfrid Laurier a forgée. Nous devrions tous réfléchir au miracle qu'il a fallu pour qu'un pays aussi diversifié et vaste que le Canada soit resté uni pendant 150 ans. Mais, d'après Stephen Harper, dont l'opinion trouve écho chez des dizaines d'autres éminents Canadiens dans *Canada Always*, c'est la vision de Wilfrid Laurier d'un Canada uni qui a fait de notre diversité l'une de nos plus grandes forces.

Pendant toute sa carrière, Wilfrid Laurier n'a jamais remis en question sa vision d'un pays diversifié capable de travailler ensemble. En lisant ses discours, on peut ressentir sa fierté d'être Québécois et entendre ses paroles d'unité adressées autant aux Canadiens francophones qu'anglophones. Mais surtout, on peut saisir tout le sens de sa formule fétiche : « Le Canada toujours » (*Canada, always*).



Histoire de la résistance aux guerres du Canada

Par Scott Hitchcox

Worth Fighting For: Canada's Tradition of War Resistance From 1812 to the War on Terror. Par Lara Campbell, Michael Dawson, Catherine Gidney. *Between the Lines*. Mars 2015. Canada. 336 pages. ISBN 978-1771131797.

L'ouvrage *Worth Fighting For* est une sorte d'anthologie qui raconte une longue histoire de résistance canadienne à la guerre. Il consiste en 16 articles aux allures d'essais rédigés par différents auteurs (chacun d'eux explorant un microcosme d'une aversion canadienne plus grande pour différentes guerres dans le monde) compilés par les rédacteurs Lara Campbell, Michael Dawson et Catherine Gidney.

Même si les thèmes inhérents au livre sont brièvement explorés dans une partie introductive, les histoires se terminent de manière quelque peu abrupte et le lecteur ressort de sa lecture sans la satisfaction d'avoir une conclusion liant les différents éléments d'histoire qu'il vient d'absorber. Nous sommes en effet contraints de tirer nos propres conclusions en ce qui concerne le pourquoi du mouvement canadien de résistance à la guerre et les efforts qui ont suivi pour le documenter.

Démocratie nationale

Néanmoins, le livre, de manière anodine et probablement par inadvertance, nous renseigne sur son objectif dans une phrase accessoire d'un passage de l'universitaire David Tough sur la résistance à la conscription pendant la Première Guerre mondiale.

« Si nous considérons la démocratie non comme une entité statique ayant besoin d'être protégée d'étrangers agressifs, mais plutôt comme un processus social, il est alors important que nous nous racontions une meilleure vérité à propos du Canada et de la Première Guerre mondiale, une vérité qui parle de la vraie vie des gens ordinaires et de leurs combats », dit-il.

Si on considère le reste des histoires de ce point de vue, le livre, au lieu de sembler être une collection invraisemblable

d'instantanés de l'histoire, apparaît comme une étude de l'évolution de la démocratie canadienne.

Le concept de guerre sert simplement de toile de fond et n'est pas le sujet central. Le thème est en fait la vie des Canadiens ordinaires et leurs combats pour établir, explorer et éventuellement faire évoluer la démocratie au Canada. C'est un thème qu'on retrouve dans les anecdotes des quakers qui refusaient de payer l'amende due en cas de dispense militaire, les histoires de Margaret Ells Russell et de la campagne qu'elle a menée contre la guerre du Vietnam, et les accès de patriotisme politisés au Nouveau-Brunswick.

Le livre donne sans l'ombre d'un doute une excellente idée des nombreux menus détails de l'histoire de l'activisme au Canada. Alors que les manuels scolaires nous rappellent les manifestations héroïques, les raids aériens et les victoires de bataille qui font paraître l'histoire si excitante et brutale, cette collection d'histoires nous rappelle que les gens en temps de guerre ne sont que cela, des gens. Nous pouvons nous reconnaître dans ces histoires de résistance à la guerre précisément parce que ce sont des histoires à propos de personnes auxquelles nous nous identifions qui, par un concours de circonstances et par hasard, ont dû décider ce qui était juste à des moments cruciaux de l'histoire du Canada.

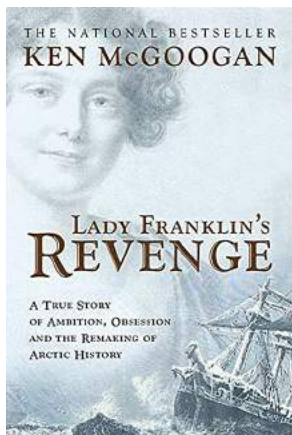
Résistance contre la guerre au Vietnam

Il y a eu un de ces moments pendant la guerre au Vietnam. La professeure Tarah Brookfield en parle dans le détail dans le chapitre qu'elle a rédigé intitulé « The Fasting Granny vs. the Trudeau Government: Demanding an End to the Canadian Presence in Vietnam ». La « granny » dans cette histoire était Claire Culhane qui, d'après les archives parlementaires du 4 mai 1971, a interrompu les débats sur les relations canado-américaines du haut de la tribune. En effet, Mme Culhane s'était enchaînée à une chaise dans la tribune des visiteurs et avait lâché une pluie

de tracts contre la guerre tout en exigeant des réponses du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mitchell Sharp, quant à la complicité du Canada dans la guerre au Vietnam. Ce n'était pas la première fois que leur chemin se croisait. Mme Culhane s'était en effet vu gratifier de son surnom lors de ses multiples grèves de la faim sur la Colline parlementaire.

Claire Culhane affirmait que le Canada était complice de la déloyauté et de la barbarie qui avaient cours dans ce pays de l'Asie du Sud-Est. « De piètres soins de santé et des avions de guerre fabriqués au Canada larguant du TNT, du napalm, de l'agent orange et d'autres munitions », disait-elle. Même si le Canada ne participait pas à la guerre et donnait extérieurement l'impression de travailler au maintien de la paix et à la médiation, Claire Culhane insistait, et de fait, elle a lutté du mieux qu'elle a pu pour prouver qu'il y avait des courants sous-jacents d'hypocrisie influençant les actions internationales du Canada pendant la guerre. Ses opinions étaient particulièrement emblématiques de certaines des positions antiguerre observées un peu partout au Canada pendant cette époque tourmentée de l'histoire. Alors que certains Canadiens acceptaient la situation et se montraient même complices d'actions jugées aujourd'hui répréhensibles, de nombreux autres Canadiens ont lutté, ont manifesté et ont protesté (et se sont même privés de nourriture) contre la guerre.

D'autres récits particulièrement intéressants sont relatés dans des chapitres intitulés « The Thing is in Our Blood For 400 Years » (qui constitue une chronique de l'objection de conscience dans les églises de la paix canadiennes) ainsi qu'une exploration par Luke Steward de l'histoire des militaires américains transfuges demandant le statut de réfugié dans notre pays. En fin de compte, ces histoires permettent aux lecteurs d'apprécier certains des moments les moins célébrés de notre histoire où l'identité canadienne s'est forgée sur un type de champ de bataille différent.



L'expédition Franklin, c'était elle ou lui?

Par l'hon. Peter Adams

Lady Franklin's Revenge: A True Story of Ambition, Obsession and the Remaking of Arctic History. Par Ken McGoogan. Phyllis Bruce Books. Septembre 2005. Canada. 456 pages. ISBN 978-0002006712

La découverte récente des navires de sir John Franklin, le HMS Erebus et le HMS Terror, a été le fruit d'une initiative laborieuse d'équipes motivées par l'intérêt du public pour le destin de John Franklin, visant à étudier les passages entre les îles arctiques canadiennes. Le destin de John Franklin n'a cessé de susciter l'intérêt depuis sa disparition dans les années 1840.

Ce qui était à l'origine une expédition pour trouver le Passage du Nord-Ouest est devenu une quête très personnelle pour John Franklin. À peu près tout ce que nous savons aujourd'hui sur les eaux de l'Extrême-Arctique provient de cette expédition. Même si les lieux des deux naufrages sont maintenant connus, on continue de chercher des indices sur le destin de sir John.

Sir John est la figure de proue de cette expédition, mais son véritable moteur était sa femme, Jane Franklin. Dans l'ouvrage *Lady Franklin's Revenge*, une biographie de Jane Franklin, l'auteur Ken McGoogan documente l'influence de lady Franklin sur sir John et les efforts qu'elle a déployés pour le retrouver, qui se poursuivent encore aujourd'hui.

La vie de sa femme

Jane épouse John Franklin en 1828, alors qu'ils sont respectivement âgés de 37 et 42 ans. Lorsque sir John est envoyé dans la Méditerranée, elle le suit. Elle se lance alors dans de nombreux périples. Elle consigne méticuleusement ses observations et se révèle être une exploratrice de la même envergure que les plus célèbres voyageuses de l'époque. Elle visite trois continents malgré son âge avancé.

Elle effectue des démarches pour que son mari se voie offrir le poste de lieutenant-gouverneur de la terre de Van Diemen (aujourd'hui la Tasmanie), une colonie pénin-



Gravure de sir John Franklin réalisée par D.J. Pound.

tentiaire. Il s'agissait d'un endroit chaotique où régnaient les querelles politiques et la corruption. Sir John était dépassé, et certains éléments donnent à penser que sa femme était de facto la lieutenant-gouverneure.

Sillonner «le chaînon manquant»

Quand ils retournent à Londres en 1844, ils constatent un regain d'intérêt à l'égard du Passage du Nord-Ouest. Des expéditions avaient plus ou moins cartographié la région, à l'exception d'une partie, «le chaînon manquant». Une expédition financée par la Marine royale devait sillonner les tronçons mystères de la carte, prenant ainsi possession

du passage au nom de la Grande-Bretagne. Lady Franklin réussit à en obtenir le commandement pour sir John.

L'expédition lève l'ancre en mai 1845; sir John, âgé de presque 60 ans, était trapu, chauve et grassouillet. À la fin de 1846, Jane commence à s'inquiéter que le groupe soit pris dans la glace et entreprend des démarches pour qu'une expédition de secours soit lancée. En 1848, l'Amirauté envoie des navires au Passage pendant que Jane milite pour d'autres expéditions de secours.

Le Parlement offre une récompense en échange d'informations atteignant un mont-



Lithographie de lady Jane Franklin, réalisée par Joseph Mathias Negelen. «La femme qui lança mille bateaux».

ant équivalant à des millions de dollars aujourd'hui. À la fin de 1849, les expéditions de secours reviennent sans nouvelles.

Une quête désespérée à la recherche d'une trace

Dans les années 1850, lady Franklin continue de manifester son un grand intérêt pour la recherche de l'expédition perdue. Il faudra lancer plus de dix expéditions avant que des vestiges ne commencent à faire surface.

En 1854, certaines personnes commencent à affirmer avoir traversé le Passage, notamment Robert McClure, qui a traversé à la marche le «chaînon manquant» alors qu'il était gelé. John Rae revient ensuite de l'Arctique avec ce qui semblait être des morceaux de la coque d'un bateau de John Franklin, et des récits circonstanciés d'Inuits décrivant l'horrible calvaire de marins en mouvement au sud du détroit de Victoria et évoquant même du cannibalisme pendant les derniers jours du groupe.

Blanchir sa réputation

Même si Jane Franklin s'était résignée à accepter le décès de son mari, elle rejetait complètement l'idée qu'il eut quoi que ce soit à voir avec des actes de cannibalisme. Elle consacre le reste de sa vie à assurer à son mari une place dans l'histoire. Elle persuade Charles Dickens d'écrire des récits contredisant la théorie des Inuits et demande avec insistance que d'autres recherches soient lancées. À ce moment, plus de 100 millions de dollars en dollars d'aujourd'hui avaient été consacrés à la recherche de John Franklin.

Lorsque d'autres vestiges sont découverts près de la Great Fish River, Jane parvient à recueillir des fonds pour équiper le Fox, placé sous le commandement Francis Leopold McClintock, afin de faire des recherches dans la zone où les derniers vestiges ont été trouvés. On espérait encore trouver des personnes vivantes après toutes ces années et que Francis Leopold McClintock pourrait prouver que

des hommes de l'expédition Franklin avaient effectivement traversé le Passage.

Francis Leopold McClintock largue les amarres en juillet 1857. Un journal fit paraître un article portant le titre suivant : «Ce que le pays ne voulait pas faire, une femme le fera.»

Jane Franklin, alors âgée de presque 70 ans, apprend que Francis Leopold McClintock a découvert un canot appartenant au bateau et une note indiquant que sir John était mort sur son bateau le 11 juin 1847. Ce fut un grand soulagement, car cela dissociait son mari du cannibalisme, qui ternissait le souvenir que le public avait de lui.

À cette époque, plusieurs hommes affirmaient être l'explorateur ayant découvert le Passage. Cependant, Jane tenait à ce que son mari soit adéquatement reconnu en tant que héros national. Elle a payé pour faire ériger des monuments sur lesquels on pouvait lire qu'il avait découvert le Passage. En 1866, elle a financé un monument commémoratif dans l'abbaye de Westminster, sanctuaire des rois et des héros de la Grande-Bretagne. Il a été dévoilé peu après sa mort en 1875. Il portait l'inscription suivante : «Le chef bien-aimé des vaillants équipages qui moururent à ses côtés après avoir découvert le passage du Nord-Ouest.»

Que faire de l'homme

Sir John Franklin était un officier de la marine courageux, mais sa contribution personnelle à l'exploration de l'Arctique est peu impressionnante. Il a fait plus pour l'Arctique en disparaissant que pendant son expédition.

L'extraordinaire vague d'intérêt pour l'Arctique suscitée par sa mort a été déclenchée par sa femme. Jusqu'au jour de sa mort, lady Franklin a cultivé sa carrière et sa réputation. Même si la découverte du passage du Nord-Ouest lui-même (parcouru pour la première fois entre 1903 et 1906) n'est pas d'un grand intérêt aujourd'hui, le destin de sir John frappe encore l'imaginaire collectif. Les centaines d'expéditions lancées pour le retrouver ont contribué à approfondir la connaissance du Nord canadien, et ce, bien plus que toutes recherches pour découvrir le Passage, de moins en moins mystérieux, n'auraient pu le faire.

Et cet intérêt subsiste encore aujourd'hui : la découverte récente de l'Erebus et du Terror attire des touristes et des chercheurs dans l'Arctique. Chaque nouvelle activité de recherche augmente les connaissances du gouvernement du Canada sur ces eaux au moment où les négociations concernant la souveraineté de l'Arctique revêtent une nouvelle importance.

Lady Franklin est l'instigatrice de plus de 150 années d'exploration dans l'Arctique, qui ne semble pas vouloir ralentir.

L'honorable Peter Adams a été député libéral de Peterborough, en Ontario, de 1993 à 2006.

Homage à nos disparus

Par Harrison Lowman

Monique Tardif

L'ancienne députée progressiste-conservatrice Monique Bernatchez Tardif est décédée chez elle, à Lac Saint-Augustin, le 2 octobre 2016 à l'âge de 80 ans.

Monique est née au Québec le 8 janvier 1936; elle était la fille d'Henri et d'Aline.

Avant d'entrer dans l'arène politique, Monique était administratrice. Elle a par la suite représenté les gens de Charlesbourg, au Québec. Monique a siégé au Parlement pendant neuf ans, de 1984 à 1993. Elle a notamment été secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et secrétaire parlementaire du Solliciteur général du Canada. Elle a aussi participé aux travaux du Comité mixte spécial sur le renouvellement du Canada.

Monique a été précédée dans la mort par son époux, Louis. Elle laisse dans le deuil ses enfants, François, Michel et Dominique. Elle a aussi fait ses adieux à ses petits-enfants Louis, Mathieu, Jean-François, Pierre-Olivier, Florence, Thomas et Alex ainsi qu'à son arrière-petite-fille, Émy.

L'hon. Jim Prentice

L'ancien ministre du cabinet conservateur et premier ministre de l'Alberta, l'honorable Jim Prentice, a tragiquement trouvé la mort à la suite d'un écrasement d'avion le 13 octobre 2016. Il avait 60 ans.

Jim revenait d'un voyage de golf lorsque le bimoteur Cessna dans lequel il prenait place a disparu du radar à l'extérieur de Kelowna, en Colombie-Britannique. Lui et les trois autres hommes à bord sont décédés, dont Ken Gellantly, le beau-père de Cassia, la fille de Jim.

M. Prentice est né le 20 juillet 1956 à South Porcupine, en Ontario. Son père, Eric, a été le plus jeune joueur de hockey professionnel à signer un contrat avec les Maple Leafs de Toronto en plus d'être un chercheur d'or. Durant ses études universitaires, Jim travaillait durant l'été dans des mines, mais à la recherche de charbon. Il a obtenu son diplôme en droit et il s'est vite intéressé aux droits fonciers et de propriété. Il a aussi été entrepreneur.

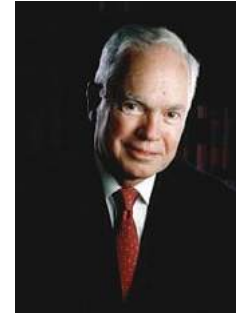
À 20 ans, Jim consacrait déjà une partie de son temps aux partis fédéral et provincial. En 1986, il s'est présenté aux élections provinciales albertaines, mais en vain. Il a cédé sa place dans le cadre des élections partielles de 2002 dans la circonscription de Calgary Southwest pour permettre au



Monique Tardif.



L'hon. Jim Prentice.



L'hon. Doug Peters.

futur premier ministre, Stephen Harper, de se présenter. Il s'est ensuite présenté sans succès à la course à la direction du PC en 2003.

Jim a finalement percé en 2004, lorsqu'il a remporté les élections dans la circonscription de Calgary Centre—North. Il représentait le Parti conservateur nouvellement formé et dirigé par M. Harper. Durant son mandat, il a été ministre des Affaires indiennes et du Développement du Nord, de l'Environnement et de l'Industrie.

En 2005, Jim s'est levé et a voté en faveur d'un projet de loi libéral permettant les mariages de même sexe. Il a aussi été salué pour avoir aidé à mettre la dernière main à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens. Jim a représenté sa circonscription fédérale jusqu'en 2010, année où il a remis sa démission. Il a rapidement accepté un poste d'envergure à la CIBC.

Quatre ans plus tard, Jim est remonté dans l'arène politique et s'est présenté durant la course au leadership du PC de l'Alberta. En septembre 2014, il a été élu 16e premier ministre de l'Alberta. Jim a par la suite perdu les élections suivantes, un dur coup pour un parti qui n'avait jamais perdu ses élections en 44 ans. Il a démissionné en tant que chef et député provincial le soir même des élections.

Jim est retourné dans le secteur privé en acceptant un poste de conseiller en énergie auprès de Warburg Pincus. Il a continué d'explorer la faune de l'Alberta, où il aimait faire des randonnées. Avant la tragédie, il a été dit que Jim prévoyait écrire un livre sur l'énergie et l'environnement.

« Jim était un homme animé de convictions profondes dans tout ce qu'il faisait, que ce soit dans le domaine du droit, des

affaires ou dans l'arène politique », a déclaré le premier ministre Trudeau.

« [Jim Prentice] a travaillé sans relâche pour nous tous, dans le véritable esprit d'une personne dévouée au service public » a ajouté la première ministre de l'Alberta Rachel Notly. « J'ai profité de ses conseils, et le gouvernement de l'Alberta continue de réaliser bon nombre de ses initiatives. Tous les Albertains en sont sortis gagnants ».

« Jim était un homme de famille, un ami, un chef et, ce qui est encore plus important, un fier Canadien, a souligné l'ancien premier ministre Stephen Harper. Son héritage se perpétuera grâce à sa famille aimante et les nombreuses années qu'il a passées dans la fonction publique ».

La famille est encore sous le choc. Jim laisse dans le deuil son épouse, Karen et leur trois filles, Cassia, Christina et Kate. Il avait aussi deux petits-enfants.

« La tragédie de son décès reste impossible à imaginer, et encore aujourd'hui, que je ne suis pas prête à dire adieu à mon père, notre roc, a admis sa fille, Cassia, aux funérailles d'État organisées pour son père, en octobre. Cependant, puisque mon père avait tant à cœur son pays, sa province et les gens qui y vivent, nous savons que nous ne sommes pas seuls à porter ce deuil. »

L'hon. Doug Peters

L'ancien député libéral, l'honorable Doug Peters, nous a quittés le 7 octobre 2016. Doug était en vacances à Amsterdam avec sa famille au moment de son décès. Il avait 86 ans.

Doug est né à Brandon, au Manitoba, en 1930. Il a fait des études en commerce à l'Université Queen's et a obtenu son diplôme avec distinction en 1963. Il



L'hon. Norman Cafik.



L'hon. Isobel Finnerty.

a ensuite fréquenté la Wharton School of Business, en Pennsylvanie, où il a obtenu un doctorat en finances.

Il s'est rapidement élevé au rang d'économiste en chef et premier vice-président de la Banque Toronto-Dominion. À ce titre, Doug s'est vivement opposé aux mesures d'austérité du premier ministre Mulroney. Il a pris sa retraite après 27 années de carrière.

Il s'est présenté aux élections de 1993 en tant que candidat libéral dans la circonscription de Scarborough East, en Ontario. En remportant ses élections, il est devenu secrétaire d'État (Institutions financières internationales) du premier ministre Chrétien. Relevant directement du ministre des Finances, Paul Martin, Doug est reconnu pour s'être opposé aux préoccupations liées à la réduction du déficit et de la taille du gouvernement. Il parlait plutôt de s'attaquer au chômage et de mettre en place un solide filet social. Doug n'a finalement pas vu ses souhaits se réaliser, car le Budget 1995 des libéraux prévoyait des réductions considérables des dépenses gouvernementales. Doug a quitté la Chambre en 1997.

« Son décès nous rappelle qu'à une certaine époque, un champion de haut niveau défendait une ligne de conduite qui aurait amené le Canada sur une tout autre voie », a souligné l'ancienne candidate néo-démocrate Linda McQuaig dans une chronique du Toronto Star.

Doug a ensuite donné de son temps bénévolement à l'étranger pour le Service d'assistance canadienne aux organismes. Ce tenant de la doctrine keynésienne a été chargé de réformer le système bancaire dans les États postsoviétiques. Doug avait une réelle passion pour les voyages. Il a visité plus de 60 pays au cours de sa vie,

prenant des photos qu'il affichait par la suite sur les murs de sa résidence, à Toronto.

Audrey, son épouse pendant 53 ans, l'a précédé dans la mort. Il laisse dans le deuil ses enfants David et Catherine, ses petits-enfants Evan et Keir, ainsi que sa partenaire Judith.

L'hon. Norman Cafik

L'ancien député libéral, l'honorable Norman Augustine Cafik, est décédé le 30 septembre 2016 des suites de complications liées à la maladie de Parkinson. Il avait 87 ans. Sa famille tient à remercier le personnel dévoué du Saanich Peninsula Palliative Care Program.

« Stormin Norman » est né en 1928 à Pickering, en Ontario. Il avait six frères et sœurs. Il a commencé à travailler comme ouvrier-ajusteur, puis est finalement devenu inventeur, éditeur et homme d'affaires.

Après quelques tentatives, Norman a été élu à la Chambre des communes en 1968 en tant que député libéral d'une circonscription de l'Ontario. Il représentait les Canadiens de Whitby, Ajax et Pickering. Il a occupé le tout premier poste de ministre d'État (multiculturalisme). Norman était la deuxième personne d'ascendance ukrainienne nommée au Cabinet. Il a aussi occupé les fonctions de président du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, et de secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale. En 1972, il a vaincu son opposant par quatre voix seulement. Deux ans plus tard, il s'est présenté à la course à la direction du Parti libéral de l'Ontario, mais est arrivé en deuxième place. Norman a été défait aux élections fédérales de 1979.

« J'ai grandi à Pickering. Mes parents ont tous deux travaillé pour Norm lorsqu'il faisait campagne. C'est là que j'ai été initiée au monde de la politique. J'aidais mon père à sérigraphier des t-shirts pour sa campagne. Il y avait des autocollants de pare-chocs collés partout dans le sous-sol de notre résidence familiale. Il a servi ses électeurs avec dévouement et respect! Merci Norm, reposez en paix », a déclaré Rose Mooney.

À l'extérieur des corridors du pouvoir, Norman a été chevalier de Malte, chevalier du Saint-Sépulcre et membre des Chevaliers de Colomb. Il a aussi été nommé chef honoraire de la Première Nation ojibwée.

Durant ses temps libres, Norman s'intéressait à la philosophie et faisait du camping, de la menuiserie et du jardinage. C'était un fervent catholique; il a été président du conseil paroissial de St Elizabeth et rédacteur en chef du journal diocésain de Victoria.

L'ancien parlementaire a été précédé dans la mort par celle qui a été son épouse pendant 45 ans, Patricia. Il laisse dans le deuil ses enfants, Julianna, Monica, Anthony, Yvonne et Michael et ses 13 petits-enfants. Il manquera énormément à Pat, son épouse depuis 10 ans.

L'hon. Isobel Finnerty

L'ancienne sénatrice libérale, l'honorable Isobel Finnerty, nous a quitté le 3 octobre 2016 à Iroquois Falls, en Ontario. Elle avait 86 ans.

Isobel est née à Timmins, en Ontario, en 1930. Elle a œuvré dans différentes sphères de la politique canadienne pendant près de 70 ans, tout d'abord comme organisatrice.

En 1999, le premier ministre Chrétien l'a nommée au Sénat. Elle a par la suite représenté la province de l'Ontario jusqu'en 2005. Isobel s'intéressait principalement aux enjeux liés au Nord de l'Ontario.

« C'était toute une partisane, cela ne fait aucun doute » a déclaré l'honorable Joseph A. Day, chef des libéraux au Sénat, sur le parquet de la chambre haute. « Mais ici, au Sénat, les membres de tous les partis reconnaissent sa capacité de mettre ses compétences et connaissances politiques au service de son travail, ici, à la chambre. »

« La sénatrice Isobel Finnerty a été une pionnière pour les femmes au sein de la politique canadienne. Nous avons perdu une chef politique et une amie vraiment remarquable », a déclaré un représentant du Parti libéral.

À l'extérieur de l'arène politique, Isobel a travaillé pour le National Democratic Institute, aidant des pays étrangers à or-

ganiser des élections démocratiques équitables.

Elle restera pour toujours dans les pensées de ses enfants, Lorne et John, et de ses petits-enfants, Jeff et Erin.

L'hon. John Bryden

L'ancien sénateur libéral, l'honorable John Bryden nous a quittés le 24 juillet 2016, alors qu'il vivait dans un établissement de soins à Port Elgin, en Ontario. Il avait 78 ans.

John a grandi à Mates Corner, au Nouveau-Brunswick. En 1955, il a terminé ses études secondaires à la Port Elgin Regional High School. Il a poursuivi des études postsecondaires à l'Université Mount Allison, à l'Université de la Pennsylvanie et à l'Université du Nouveau-Brunswick. Après ses études, il a travaillé comme avocat.

En 1969, John a occupé le poste de sous-ministre de la Justice au gouvernement du Nouveau-Brunswick. Il a ensuite travaillé comme organisateur libéral. Il a aidé Frank McKenna à se faire élire comme premier ministre du Nouveau-Brunswick. Aux élections de 1987, McKenna a remporté tous les sièges de la province.

En 1994, John a été nommé au Sénat par le premier ministre Jean Chrétien. Il a notamment aidé à concevoir le plan de développement économique du Canada atlantique. Il a aussi travaillé d'arrache-pied sur le dossier de la cruauté envers les animaux. Il a longtemps été membre du Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles. John a pris sa retraite de la Chambre haute en 2009.

« Il était extrêmement fier du Nouveau-Brunswick et du Canada atlantique. Il a travaillé sans faire de bruit, habituellement en coulisse, pour représenter les intérêts du Canada atlantique à Ottawa », a souligné un ancien sénateur libéral, l'honorable Jerry Grafstein, au moment du départ à la retraite de John.

John aimait vraiment le plein air. Il adorait chasser, pêcher et jardiner.

Il laisse dans le deuil Lorie, son épouse pendant 57 ans, ainsi que ses trois enfants, Jock, Tricia et Peter. Il demeurera aussi dans les pensées de ses huit petits-enfants et de ses deux arrière-petits-enfants.

Elsie Wayne

L'ancienne députée du PC de Saint John, au Nouveau-Brunswick, la mairesse Elsie Wayne, est décédée dans son sommeil le 23 août 2016 à l'âge de 84 ans. En 2009, Elsie avait subi un accident vasculaire cérébral. Durant sa carrière et jusqu'à son décès, elle avait réussi un exploit que très peu de politiciens canadiens ont ré-



L'hon. John Bryden.



Elsie Wayne.



L'hon. Warren Allmand.

alisé, soit d'être connue simplement par son prénom.

Elsie est née à Shédiac, au Nouveau-Brunswick, en avril 1932. En 1977, après avoir été une citoyenne très revendicatrice dans sa région, elle a décidé d'entrer dans la fonction publique. Elle a rapidement été élue au conseil municipal de Saint John. En 1983, Elsie est devenue la première femme à occuper le poste de mairesse, puis la première personne réélue à la mairie de Saint John, au Nouveau-Brunswick, un endroit qu'elle appelait affectueusement « la plus belle petite ville dans l'Est ». Elle n'a jamais perdu une élection de sa vie.

Elsie est entrée dans l'arène politique fédérale à l'époque où le Parti progressiste conservateur était en grande difficulté. Durant les élections de 1993, elle et Jean Charest ont été les seuls députés du PC à gagner, Elsie remportant ses élections dans la circonscription de Saint John. Les progressistes-conservateurs ont perdu leurs 156 sièges sauf deux et le Parti affichait une dette de 10 millions de dollars. Le duo a rapidement constaté qu'il lui appartenait de reconstruire et de réinventer le parti. Elsie est devenue chef intérimaire du PC lorsque M. Charest a quitté le Parlement pour diriger les libéraux du Québec. La partisane du conservatisme social a joué un rôle important dans la fusion du parti avec l'Alliance canadienne. À la Chambre des communes, Elsie a travaillé dur en vue de faire reconnaître et indemniser les membres de la marine marchande pour leur contribution durant la Deuxième Guerre mondiale. Elle a aussi été leader suppléante avant sa retraite, en 2004.

On se souvient d'Elsie pour le peu d'importance qu'elle accordait à la rectitude politique et pour sa grande énergie au Parlement.

« Elle disait ce qu'elle pensait. Parfois... elle allait un peu plus loin que la plupart

d'entre nous auraient aimé », a déclaré Jean Charest. Mais elle était comme ça.

« Elle a été membre de l'opposition toute sa vie, a-t-il ajouté. Elle avait une éthique de travail sans borne, et son intensité et sa ténacité étaient telles qu'elle n'arrêtait jamais la lutte avant d'obtenir ce qu'elle voulait. »

« C'était l'une des grandes dames de l'arène politique canadienne, et elle va tous nous manquer. »

Le comportement d'Elsie attirait l'attention. Un politologue se rappelle même qu'elle s'était présentée à la Chambre des communes en portant des bois de renne.

« C'est l'une des grandes dames de la politique canadienne », a déclaré l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna.

Elsie était mariée à Richard. Ils avaient deux fils, Daniel et Stephen.

L'hon. Warren Allmand

L'ancien député libéral, l'honorable Warren Allmand, est décédé le 7 octobre 2016 à l'âge de 84 ans. On lui avait diagnostiqué une tumeur cérébrale.

Warren est né en septembre 1932. Il a grandi dans le quartier Mile-End de Montréal pendant la grande dépression. Warren s'est remémoré un jour que des camarades de classe arrivaient à l'école sans souliers. Il a obtenu un diplôme du Loyola High School, puis de l'Université Saint-Francis-Xavier, en économie, et de l'Université McGill, en droit. Il a par la suite enseigné les droits de la personne à McGill. Warren a été admis au Barreau du Québec en 1958.

En 1965, Warren a été élu dans la circonscription de Notre-Dame-de-Grâce, au Québec, une circonscription fédérale qu'il a servie pendant 32 ans. Il a été nommé au poste de solliciteur général du Canada en 1972. En 1976, Warren a présenté un projet de loi pour abolir la peine de



L'hon. Yvon Dupuis.



L'hon. Derek Lewis.

mort au Canada, à laquelle on n'avait pas eu recours depuis 1962. Le projet de loi C-84 a été adopté dans le cadre d'un vote libre par 131 voix contre 124. Pacifiste, Warren a déjà qualifié la peine capitale d'« immorale et inutile ». Toujours dans ces mêmes fonctions, il a dû naviguer en eaux troubles à la suite de la Crise d'octobre. En tant que ministre des Affaires indiennes et du Développement du Nord, Warren s'est assuré de se rendre directement dans les collectivités autochtones éloignées pour entendre les préoccupations des résidents. Il a aussi été ministre de la Consommation et des Affaires commerciales. Il a été un fervent défenseur du contrôle des armes à feu, présentant une législation visant à en limiter l'accès. Le Québécois a finalement quitté le Parlement en 1997.

Dans la sphère privée, il est rapidement devenu dirigeant du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles et du Mouvement fédéraliste mondial. Par le fait même, il a contribué à l'établissement de la Cour pénale internationale ainsi que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

En 2005, il s'est lancé en politique municipale et a été élu conseiller municipal de Loyola, à Montréal.

Warren a reçu de nombreuses distinctions. Il s'est notamment vu décerner le prix de la paix mondiale du Mouvement fédéraliste mondial — Canada en 1990. L'année suivante, il a été fait membre de l'Ordre du Canada.

« Lorsqu'on pense au concept de la citoyenneté, Warren est le citoyen modèle », a déclaré l'ancien député libéral Irwin Cotler.

« Il était très attaché à sa collectivité, mais il a aussi été actif à l'échelle internationale », a expliqué Désirée McGraw, une

résidente de l'ancienne circonscription de Warren. « Il n'y avait pas d'enjeux trop petits ni trop grands pour lui. »

Warren s'est maintenu en forme jusqu'à ses derniers jours. Encore récemment, il jouait au hockey trois fois par semaine. Il y a deux ou trois ans, il a couru un demi-marathon avec son fils. C'était aussi un skieur enthousiaste. Enfin, Warren appréciait le théâtre et la danse.

L'ancien parlementaire laisse dans le deuil son épouse, Rose, son fils Patrick, et ses filles, Julie et Robin. Il manquera aussi à sa petite-fille Arisawe.

L'hon. Yvon Dupuis

L'ancien député libéral Yvon Dupuis est décédé le 1er janvier 2017, à Longueuil, au Québec. Il était âgé de 90 ans.

Yvon est né en octobre 1926. Au tout jeune âge de 25 ans, il a été élu député libéral de Montréal—Sainte-Marie à l'Assemblée nationale. Maurice Duplessis, le premier ministre de l'époque, l'appelait « le petit jeune ». Yvon lui aurait répondu qu'il ne l'appelait jamais « le petit vieux ».

En 1957, Yvon a été élu dans la circonscription fédérale de Saint-Jean—Iberville—Napierville, au Québec, en tant que libéral. Il a été réélu deux fois. Le premier ministre Pearson l'a nommé secrétaire parlementaire du secrétaire d'État du Canada. En 1964, il est nommé ministre d'État, un poste qu'il a dû abandonner en raison d'accusations de trafic d'influence dans le cadre d'un projet d'hippodrome dans sa circonscription. Aux termes d'un deuxième procès, il a été acquitté, en 1968. Il s'est présenté deux fois comme libéral indépendant, et les deux fois, il a été défait.

En 1973, Yvon s'est présenté à nouveau en politique provinciale, devenant le chef du Ralliement créditiste. Il a quitté le parti en 1974 pour créer son propre parti, le Parti présidentiel. Il a quitté l'arène poli-

tique pour de bon peu de temps après.

À l'extérieur de l'arène politique, Yvon a animé des émissions dans une variété de postes de radio, y compris CKVL, CKAC et CJMS. Yvon était un grand mélomane. Il a déjà animé une émission de radio consacrée à la chanson française sur CIBL. Il a été rédacteur en chef et propriétaire du journal Défi et a été chroniqueur pour Le Journal de Montréal. Dans le domaine des affaires, il a été le président-fondateur de Thémis-Multifactum, qui se spécialisait dans la préparation de documents juridiques pour les tribunaux du Québec. Il a exploité une agence de voyages « Voyages Yvon Dupuis », et il a lui-même beaucoup voyagé.

Yvon laisse dans le deuil son épouse depuis 62 ans, Roberte, ses enfants Annie, Nathalie, Langevin; et feu Yves. Ses petits-enfants Johan, Émilie, Laurence, Frédéric et Roberta regretteront leur grand-père.

L'hon. Derek Lewis

L'ancien sénateur libéral, l'honorable Derek Lewis, nous a quittés le 19 janvier 2017, à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador. Il avait 92 ans.

Derek est né à St. John's en 1924. Il a fréquenté le Collège Bishop Field puis le collège Memorial. Au début de l'âge adulte, il s'était penché sur des textes juridiques en tant qu'avocat. Il a commencé à pratiquer le droit en 1947, et il n'a jamais cessé au cours des 70 années suivantes. Plus récemment, il a travaillé chez Lewis, Day. Il a été dit qu'aucun autre avocat ayant obtenu sa licence à Terre-Neuve n'a exercé la profession aussi longtemps que lui depuis le début du processus d'accréditation dans la région, en 1826. Derek a défendu des causes devant la Cour suprême du Canada et la Cour fédérale. Il a été le premier président de la Law Foundation de Terre-Neuve-et-Labrador.

En 1978, Derek a eu l'honneur d'être nommé au Sénat par le premier ministre de l'époque, Pierre Elliott Trudeau. Il représentait alors St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador). Durant son passage à la Chambre haute, Derek a corédigé un rapport du Comité mixte spécial sur la réforme du Sénat. Il a quitté la Colline parlementaire en 1999.

« Ce n'est donc pas une surprise que ce Terre-Neuvien jovial, à l'esprit vif et au rire facile ait acquis l'une des meilleures réputations de tout le Sénat. C'est un homme reconnu pour la générosité avec laquelle il consacrait son temps, son esprit et son énergie au service de sa province et du pays », a déclaré l'honorable Alasdair Graham à l'occasion du départ à la retraite de Derek.

À part le droit et la politique, Derek a déjà été secrétaire et vice-président d'honneur de Scouts Canada.

Derek laisse dans le deuil Grâce, son épouse des 55 dernières années.

L'hon. Andrew Telegdi

L'ancien député libéral, l'honorable Andrew Telegdi, est décédé le 23 janvier 2017 à l'âge de 70 ans.

En 1957, Andrew a obtenu le droit d'établissement au Canada en tant que réfugié hongrois, à l'âge de 10 ans. Initialement, sa famille s'est établie à Toronto. Andrew a fait ses études postsecondaires à l'Université de Waterloo, où il a étudié la science politique et la psychologie. Il a même tenté sa chance dans l'arène politique à un tout jeune âge, s'acquittant de deux mandats de président de la fédération étudiante. Il a par la suite été conseiller municipal et régional.

En 1993, Andrew a été élu député de Waterloo (ultérieurement Kitchener—Waterloo). Cinq ans plus tard, il a été nommé secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Andrew s'est beaucoup battu pour les communautés immigrantes du Canada, et a démissionné de son poste après la présentation d'un projet de loi accordant au Cabinet fédéral — plutôt qu'aux tribunaux — le dernier mot sur la révocation de la citoyenneté. Il était aussi reconnu pour ses vaillants efforts à défendre la sécurité des collectivités et la prévention du crime, une passion qui l'a mené à fonder le Conseil de la prévention du crime de la région de Waterloo et le groupe Youth In Conflict with the Law, qui supervise les jeunes et les adultes libérés sous caution. Andrew a quitté la Chambre en 2008.

« L'honorable Andrew Telegdi a œuvré sans relâche pour le Canada et pour Waterloo durant sa longue carrière de député », a déclaré le premier ministre Justin Trudeau.

« Notre collectivité et notre pays se portent mieux en raison de sa contribution et de son dévouement », a déclaré le maire de Waterloo, Dave Jaworsky. M. Jaworsky, un ancien cadre de Research in Motion, se souvient qu'Andrew a été un « ambassadeur du BlackBerry », une personne qui vantait sa circonscription en tant que carrefour d'innovation technologique.

« Andrew a gagné le respect de ses collègues de tous les partis à la Chambre et partout au pays en défendant ouvertement et avec passion ses croyances », a déclaré l'actuelle députée de Waterloo, l'honorable Bardish Chagger, qui a déjà été l'adjointe administrative d'Andrew.

L'ancien parlementaire laisse dans le deuil son épouse, Nancy, et sa fille, Erin.



L'hon. Andrew Telegdi.



L'hon. Marcel Prud'homme.

L'hon. Marcel Prud'homme

Ancien député libéral et sénateur indépendant, l'honorable Marcel Prud'homme est décédé le 25 janvier 2017 à l'âge de 82 ans. Marcel a consacré presque 50 ans de sa vie à la politique fédérale, au service de neuf premiers ministres. Son très long mandat lui a valu le titre de « doyen du Parlement ».

Marcel est né à Montréal. Son père était médecin, et sa mère, conseillère politique. Durant la crise du Canal de Suez, Marcel et un groupe d'étudiants de l'Université d'Ottawa ont aidé l'ambassade égyptienne à Ottawa. Cet événement marquera le premier contact de Marcel avec le monde arabe.

En 1964, Marcel a été élu député de l'ancienne circonscription de Saint-Denis, au Québec. Il a gagné ses élections dans cette circonscription huit autres fois. À la Chambre, Marcel a été secrétaire parlementaire du Secrétaire d'État du Canada, secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale et secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Il a fini par donner sa démission pour devenir sénateur indépendant en 1993. Nommé par l'ancien premier ministre Mulroney, Marcel a lancé 20 associations parlementaires. Il a quitté la Chambre rouge en 2009.

Marcel a toujours été connu pour son franc-parler. Il n'était pas du genre à suivre les points d'allocation du caucus. Il a défendu corps et âme la Palestine, visitant même des camps de réfugiés palestiniens en Égypte, en Jordanie et au Liban. Il a décrit le conflit israélo-palestinien comme un « cancer ».

« J'ai persévéré au cours de ma carrière pour jeter des ponts — malgré les gouffres qui nous séparent — avec ce que d'aucuns ont traité comme les damnés de la terre

», a-t-il dit durant sa dernière allocution devant la chambre du Sénat.

En reconnaissance de son travail pour assurer la paix dans le monde arabe, Marcel s'est vu remettre notamment l'Ordre du Ouissam alaouite par le roi Mohammed VI du Maroc, et il a reçu un doctorat honorifique de l'Université d'Alger Benyoucef Benkhedda.

« Un homme passionné par la politique étrangère, libre, honnête et près des gens, un fier Québécois. Je salue ta mémoire, mon ami », a déclaré l'auteure et ancienne candidate du PQ, Djemila Benhabib.

« Son honnêteté, son courage et la position ferme et indéfectible qu'il a toujours adoptée lorsqu'il était question de droits de la personne nous manquera vraiment », a ajouté le président du Comité national arménien du Canada, Shahen Mirakian.

« C'était un collègue, un ami cher et, pour toujours, un homme d'État d'une élégance sans pareil », a quant à lui affirmé l'ambassadeur des Émirats arabes unis, Mohammed Saif Helal Al Shehhi.

La Chambre haute a pris un instant pour se souvenir de l'ancien parlementaire en février : « J'espère que nous ferons tout ce que nous pouvons pour poursuivre sa mission, notamment en favorisant l'engagement, la compréhension et l'entente », a déclaré le sénateur Joseph Day à ses collègues.

John Loney

L'ancien député libéral et progressiste-conservateur John Loney nous a quitté le 22 janvier 2017 à l'âge de 87 ans.

John est né en 1929, à Warton, en Ontario. Il a travaillé comme agriculteur, homme d'affaires et producteur de grain.

Le premier séjour de John à la Chambre des communes était en tant que député. C'était en 1963. Il avait été élu en tant que député conservateur de Bruce, en On-



John Loney.



L'hon. James McGrath.



Margaret Anne Mitchell.

tario. Il est passé aux libéraux en 1988, après un déménagement dans l'Ouest. En 1993, il a été élu en tant que député libéral d'Edmonton Nord, en Alberta.

John a été membre de nombreux comités, y compris le Comité permanent des affaires étrangères et du Commerce international et le Comité permanent des Ressources naturelles. Il a siégé au Parlement pendant un peu plus de huit ans, et a quitté ses fonctions en 1997.

John manquera beaucoup à sa famille et à ses amis.

L'hon. James McGrath

L'ancien député progressiste-conservateur, l'honorable James McGrath, est décédé le 28 février 2017 dans sa province de Terre-Neuve, dont il a aussi été le huitième lieutenant-gouverneur. Il était âgé de 85 ans.

James est né en 1932, à Buchans, à Terre-Neuve, dans une fratrie de 13 enfants. Jeune homme, James a travaillé pour le groupe de lutte contre la Confédération, dans la Responsible Government League, durant la période précédant le référendum de 1948. Le jour après que sa province a appris qu'elle allait se joindre à la famille canadienne, il a été dit que James a obtenu le dernier passeport terre-neuvien jamais délivré.

En 1957, James est entré à la Chambre des communes en tant que représentant des électeurs de St. John's East. À Ottawa, il a été ministre des Pêches et des Océans ainsi que secrétaire parlementaire du ministre des Mines et des Relevés techniques. Son travail a contribué à l'introduction du scrutin secret pour élire le Président ainsi qu'à la création de l'Association canadienne des ex-parlementaires. James a quitté le Parlement en 1986 et est rapidement devenu représentant de la Reine dans sa province, rôle qu'il a quitté en 1991.

Durant sa carrière, James a reçu de nombreux honneurs, notamment un certificat de membre à vie de l'Association parlementaire du Commonwealth et un prix d'excellence de la Société Churchill pour la cause de la démocratie parlementaire. Il était chevalier de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem et chevalier, grand-croix, de l'Ordre souverain militaire de Malte. Il a aussi servi dans l'Aviation royale canadienne.

« M. McGrath était un parlementaire exemplaire, et tout ce qu'il a fait pendant près de 40 ans est vraiment remarquable », a déclaré le premier ministre de Terre-Neuve, Dwight Ball.

« J'espère que la famille de M. McGrath trouvera quelque réconfort dans le fait qu'il était un grand Terre-Neuvien et Labradorien qui a laissé une empreinte importante sur sa province et son pays. »

James laisse dans le deuil son épouse, Margaret, et ses enfants, Kathleen, Caroline, Peggy, Joanna et Sean, ainsi que huit petits-enfants et une arrière-petite-fille.

Margaret Anne Mitchell

L'ancienne députée du NPD est décédée le 8 mars 2017, date de circonstance puisqu'il s'agissait de la Journée internationale de la femme. Elle avait 91 ans.

Margaret est née à Brockville, en Ontario, en 1925, et elle a grandi à Cayuga. Elle a étudié à l'Université McMaster et à l'Université de Toronto.

À l'âge de 28 ans, elle est envoyée au Japon et en Corée par la Croix-Rouge, pays qui se remettaient encore durement de la Guerre de Corée. Durant ses voyages après sa mission, elle a rencontré Claude, qu'elle a décrit comme un « Australien qui déplaçait beaucoup d'air et un grand taquin ». Deux ans plus tard, ils se sont mariés. Ils ont passé leur lune de miel sur les routes d'Europe, chevauchant

une vieille motocyclette bruyante retapée à grand renfort de bouchons de bouteille et de fil de fer. Margaret était assise dans le side-car.

Après avoir souffert d'un cancer des ovaires et avoir appris qu'elle n'allait pas pouvoir avoir d'enfants, Margaret s'est tournée vers le travail social. Dans les années 1970, elle était gestionnaire du Vancouver Resources Board. Elle a par la suite fait le saut dans l'arène politique.

Margaret a été élue pour la première fois en 1979 dans la circonscription de Vancouver East. Elle a servi en tant que porte-parole pour divers portefeuilles.

Elle a été sous le feu des projecteurs en 1982. Après avoir travaillé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, et avoir entendu parler de la violence à laquelle les femmes battues étaient soumises et de leur incapacité à obtenir justice au Canada, la députée a senti le besoin de questionner le ministre responsable de la Condition féminine. Sur les 10 000 incidents de violence déclarés à l'époque, le comité avait appris qu'il n'y avait eu seulement deux déclarations de culpabilité. Margaret s'est levée dans la Chambre un jour et a demandé au gouvernement de s'attaquer au problème de la violence familiale. Cependant, sa demande a été accueillie par les rires de nombre de ses collègues. Outrée, elle a répondu qu'il n'y avait pas de quoi rire. Ses remarques ont inspiré des militantes de partout au pays à lutter pour le changement.

« Margaret a pris un problème privé et en a fait un enjeu public », a déclaré son amie de longue date, Darlene Marzari, une ancienne conseillère municipale de Vancouver. « Ce qu'on taisait ne pouvait maintenant plus être nié. Des refus pour femmes ont été créés, des programmes pour former les juges afin qu'ils puissent s'occuper des dossiers de violence familiale ont été mis en place, le tout, dans le contexte de la nouvelle Charte des droits et libertés. Sa réaction aux rires des hommes a été un moment crucial dans le mouvement des femmes au pays. »

On se souvient aussi de Margaret pour son respect à l'égard des Sino-Canadiens. Lorsque deux de ses électeurs chinois lui ont montré leurs documents de taxes de capitation, elle a demandé au gouvernement de présenter des excuses. Elle a aussi milité pour la décriminalisation de l'avortement. Lorsqu'elle a quitté la Chambre, en 1993, Margaret était la députée affichant les plus longs états de service de l'histoire canadienne.

Margaret a reçu de nombreux prix, dont l'Ordre de la Colombie-Britannique et la clé de la Ville de Vancouver (Freedom to the City). Elle a aussi créé le Margaret

Mitchell Fund for Women de la Vancouver Community Foundation, qui soutient les femmes grâce à des bourses et à de la formation.

« Ceux qui étaient là (à la Chambre des communes) lorsqu'elle y siégeait ou peu de temps après... reconnaîtront qu'elle a été l'une des femmes marquantes du NPD, et, par conséquent, selon moi, l'une des femmes les plus importantes du Canada », a déclaré devant la Chambre des communes Nathan Cullen, député du NPD en Colombie-Britannique.

Margaret a fait ses adieux à ses nombreux neveux et nièces. Elle a été précédée dans la mort par son époux, Claude, ses deux frères, Bill et Ted, et sa sœur, Betty Speers.

William Wightman

L'ancien député du PC William Wightman nous a quittés à 87 ans.

Bill est né en 1929, à Montréal. Il a poursuivi des études à l'Université Clarkson, à Potsdam, dans l'État de New York. Après son passage dans l'ARC (416e escadron, réseau Pinetree) et dans les Forces canadiennes (Réserve supplémentaire, Kingston), il a fait des études de maîtrise à l'Université Columbia.

Bill a travaillé en tant que directeur des relations industrielles pour ce qui allait devenir Manufacturiers et Exportateurs du Canada. Il a aussi été membre de la Commission des relations de travail de l'Ontario et membre du corps enseignant de l'Université de Toronto et du Collège Loyalist.

Bill a été élu en tant que député de Scarborough Ouest, en Ontario, en 1979. Il a été secrétaire parlementaire du ministre du Travail. Il a quitté la Chambre en 1980 après sa défaite électorale.

En 1994, Bill et sa partenaire, Verna, ont déménagé dans le comté de Prince Edward. Là, il a été un membre actif dans la communauté, luttant contre la construction d'éoliennes dans la région.

Bill était un musicien enthousiaste. Il jouait du pop jazz au piano et aimait écouter George Shearing, the Page Cavanaugh Trio et Frank Sinatra. Il a aussi été membre de quatuors de barbiers à Kingston et à East York.

L'hon. Bill Rompkey

L'honorable Bill Rompkey, ancien député libéral et sénateur, est décédé le 21 mars des suites d'un cancer. Il avait 80 ans.



William Wightman.



L'hon. Bill Rompkey.



L'hon. Betty Kennedy.

Bill est né en 1936 à Belleoram, à Terre-Neuve. Il a grandi à St. John's et a fait ses études au Collège Bishop Feild College. Musicien enthousiaste, Bill a joué du clairon et du tambour dans l'orchestre Church Lads' Brigade. Il a par la suite étudié à l'Université Memorial. Il a obtenu son brevet d'enseignement à l'Université de London. Il a travaillé comme enseignant, directeur et directeur général. Son épouse, Carolyn, travaillait aussi comme éducatrice.

En 1972, Bill a été élu pour la première fois en tant que représentant de la circonscription de Grand Falls—White Bay—Labrador, pendant qu'il terminait des études de doctorat. Il a occupé des fonctions dans les cabinets de l'ancien premier ministre Pierre Trudeau et de John Turner.

Durant son séjour à Ottawa, Bill a défendu les enjeux touchant le Labrador, notamment celui de la 5e Escadre Goose Bay de l'ARC. Il n'a jamais perdu ses élections. Il a quitté la Chambre en 1995 après avoir été nommé au Sénat par l'ancien premier ministre Jean Chrétien. Durant son séjour au Sénat, il a été whip et leader adjoint du gouvernement ainsi que président du Comité des pêches. Il a pris sa retraite de la Chambre haute en 2011 après 40 années de service. Bill fait partie du groupe d'anciens sénateurs qui ont été accusés par la vérificatrice générale d'avoir présenté des demandes de remboursement de dépenses inadmissibles.

À l'extérieur du Parlement, Bill a écrit de nombreux livres sur le Labrador, qu'il affectionnait tout particulièrement, et a été un membre actif de la Division universitaire d'instruction navale.

« Bill a été un champion infatigable des gens qu'il représentait, a déclaré le sénateur George Furey, lui aussi originaire du Labrador. Il était très respecté dans les deux chambres et par tous les partis

pour sa gentillesse, son engagement et son dévouement. »

« Il était un politicien du genre que j'aspire assurément à devenir et que j'essaie d'émuler en ce qui a trait à ses compétences politiques, a déclaré le député provincial de Labrador Ouest, Graham Letto. C'était un véritable ami du Labrador, cela ne fait aucun doute, et il a fait beaucoup pour la région. »

Bill laisse dans le deuil son épouse, Carolyn, ses enfants, Hilary et Peter, ainsi que ses petits-enfants Max et Ana.

L'hon. Betty Kennedy

L'ancienne sénatrice libérale, l'honorable Betty Kennedy, nous a quittés le 20 mars 2017 à l'âge de 91 ans. Betty était l'une des personnalités télévisuelles les plus connues du Canada. Elle a aussi été membre du comité de rédaction de *Suite à la Colline* pendant un certain nombre d'années.

Betty est née et a grandi dans la capitale nationale. Elle était diplômée du Lisgar Collegiate Institute. Elle a passé une partie de sa jeunesse à explorer le lac Mecch et les Collines de la Gatineau.

Elle s'est initiée au domaine journalistique au Ottawa Citizen en tant que relectrice d'épreuves et journaliste jusqu'en 1946, lorsque le personnel du journal a fait la grève. Le journal, qui craignait de perdre des abonnés, a demandé à Betty d'animer une émission de radio.

La station CFRB de Toronto, qui l'a entendue, lui a demandé d'animer ce qui allait devenir The Betty Kennedy Show. À la tête de cette émission, Betty a interviewé un imposant nombre d'invités, soit 25 000, de Pierre Trudeau à Debbie Reynolds. C'est à CFRB qu'elle a appris à maîtriser son style d'entrevue, laissant à ses invités beaucoup de place pour s'exprimer. Elle a quitté l'émission en 1986 après en avoir été l'animatrice pendant 27 ans.



Raynald Guay.



Louis Desmarais.



Nelson Elliott.

Betty était une figure indissociable de l'émission *Front Page Challenge* à CBC, un jeu télévisé sur l'actualité où, chaque soir, les participants devaient deviner qui était l'invité de l'émission; l'invité dévoilé était ensuite interviewé en profondeur. Betty s'est jointe à l'émission en 1962 et y a participé jusqu'à la dernière émission, en 1995.

En 2000, le premier ministre Pierre Trudeau l'a nommée au Sénat. Moins d'un an plus tard, elle a atteint l'âge de la retraite obligatoire de 75 ans.

Betty a reçu l'Ordre du mérite de la radiotélédiffusion canadienne et a été intronisée au Canadian News Hall of Fame. En 1982, elle a été faite officier de l'Ordre du Canada.

Après la politique et le journalisme, Betty a participé aux travaux d'un large éventail de conseils et de comités. Lorsqu'elle était en plein air, elle aimait observer les oiseaux, faire de la natation et s'adonner à la pêche en tant que membre du Ristigouche Salmon Club du Québec. En 1998, elle a été nommée Sœur servante dans le Très honorable ordre de Saint-Jean. Elle est l'auteure de deux livres. Enfin, Betty était aussi une membre appréciée du comité de rédaction de *Suite à la Colline* et a beaucoup contribué à la notoriété de la revue.

« Elle avait toujours de la classe et de l'élégance dans le cadre de son travail, et ses admirateurs l'adoraient. Le milieu de la télédiffusion et du journalisme a perdu une grande dame », a déclaré Peter Mansbridge, correspondant en chef de CBC News.

« C'était une personne très élégante, distinguée et elle était bien connue partout au pays et aimée de tous, a déclaré l'ancien premier ministre Jean Chrétien. C'était vraiment une grande personnalité. »

Betty laisse dans le deuil ses fils Mark,

Shawn et D'Arcy, sa fille Tracy, et ses nombreux petits-enfants. Elle avait épousé en 1976 le dirigeant des grands magasins Simpsons, G. Allan Burton, décédé en 2003.

Raynald Guay

L'ancien député libéral Raynald Guay est décédé le 26 janvier à l'âge de 83 ans, à Ottawa.

Raynald est né à Lauzon, au Québec, en 1933. Il a travaillé comme avocat avant de se lancer en politique.

En 1963, Raynald a été élu député de Lévis, au Québec. Pendant qu'il était au pouvoir, il a été secrétaire parlementaire du ministre des Postes, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce et secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada. En 1980, Raynald a quitté la Chambre des communes pour accepter une nomination au Tribunal canadien du commerce extérieur et pour passer plus de temps avec sa famille.

Il laisse dans le deuil son épouse aimante, Céline, ses fils Martin et Nicolas, sa fille Isabelle et ses petits-enfants.

Louis Desmarais

L'ancien député libéral Louis Desmarais est décédé chez lui, à Saint-Lambert, au Québec, le 25 mars 2017 à l'âge de 94 ans.

Louis est né en 1923 à Sudbury, en Ontario. Il a fait ses études à l'Université d'Ottawa et à l'Université McGill, avant de devenir comptable. Il a été admis à l'Institut des comptables agréés du Québec en 1948.

Durant sa vie, il a cofondé le cabinet de comptable Desmarais et Parisien. Il a aussi été président et chef de la direction de la Canada Steamship Lines et de ses 30 entreprises affiliées, président des Autobus Voyageur, membre du conseil d'administration de la Banque Nationale

du Canada et président, durant dix ans, du Conseil de l'unité canadienne.

Louis a fait le saut en politique à l'échelon municipal en tant qu'adjoint au maire et contrôleur pour la Ville de Sudbury de 1963 à 1965. Il est devenu le premier « citoyen honoraire » de la ville.

Durant les élections générales de 1979, il a été élu député fédéral de sa circonscription de Dollard, au Québec. Il a travaillé comme secrétaire parlementaire du ministre du Travail et secrétaire parlementaire du ministre d'État (Sports). Il a été président de l'Association parlementaire du Commonwealth. Louis a perdu ses élections en 1984.

Durant ses temps libres, il aimait jouer au golf au Mount Bruno Country Club. Il a été membre là-bas pendant plus de 40 ans.

Louis a été précédé dans la mort par son épouse pendant 65 ans, Lucille. Il laisse dans le deuil ses six enfants, Nicole, Monique, Natalie, Luc, Bernard et Louis, ses neuf petits-enfants et ses neuf arrière-petits-enfants. Le frère de Louis, l'honorable Jean Noël Desmarais, a été nommé au Sénat en 1993.

Nelson Elliott

L'ancien député progressiste-conservateur Nelson Pearce Elliott nous a quittés le 1er avril 2017 à l'âge de 91 ans.

Nelson est né en 1925, à Middlesex, en Ontario. Il a fait du comté de West Nisour son chez-soi. Son véritable amour, c'était la ferme, là où il a travaillé pendant de nombreuses années. Dans sa collectivité, il a été préfet, préfet adjoint et conseiller.

En 1950, il a épousé Lucy Goarley. Nelson a été aux côtés de son « Bouton d'or » jusqu'à son décès, en 2013.

En 1979, Nelson a tenté sa chance sur l'arène politique fédérale et a été élu dans la circonscription de London—Middlesex, en Ontario. Pendant qu'il était au pouvoir, il a été membre du Comité permanent de l'agriculture, du Comité permanent de la justice et des questions juridiques et du Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement. Il a quitté la Chambre en février 1980.

Nelson laisse dans le deuil ses cinq enfants adorés et ses 18 petits-enfants. Il a été membre de la Loge maçonnique Mount Olivet de Thorndale pendant 60 ans.



Geoff Scott.

Chansonnettes sur les parlements du passé : Prise deux

Par Geoff Scott

De dire que je vous reviens «à la demande générale» serait un peu exagéré, mais quelques lecteurs de *Suite à la Colline* m'ont demandé si j'avais d'autres chansons politiques satiriques à dévoiler. C'est effectivement le cas. Toutes ces parodies de chansons ont été créées et interprétées habilement par des journalistes de la Tribune de la presse parlementaire d'Ottawa connus à l'échelle nationale et du Winnipeg Press Club lors de leurs spectacles «Beer and skits» présentés pendant 50 ans. Même si bon nombre de ces chansonniers sont décédés, leurs ballades inspirées de l'histoire canadienne sauront nous faire rire à jamais.

Retournons tout d'abord près de 50 ans en arrière, vers 1965. Reporter à CHCH TV, je me trouvais à Paris pour couvrir une rencontre de l'OTAN. J'ai de vagues souvenirs du quartier Pigalle, où régnait la joie de vivre débordante à la française. Animé d'un esprit si ouvertement grivois, ce véritable piège à touristes de la Ville Lumière méritait que l'on écrive une chanson sur les escapades des députés et des journalistes dans ce quartier. La chanson suivante s'inspire des bouffonneries d'un correspondant de La Presse. Elle a été composée sur l'air de la chanson Place Pigalle de Maurice Chevalier.

*Qu'est-ce que la Colline a à envier à Paris,
Tous les députés le disent – Pigalle!*

*Un ou deux Pernod, et vous êtes sur le dos,
Ainsi va la vie à – Pigalle.*

*Un petit somme et c'est reparti
Pour une aut' journée;*

*Mais Jean a mis La Presse dans tous ses états,
En ne se pointant pas;*

*On travaille fort à l'OTAN, mais on aime
fêter,*

Donc passons nos journées à – Pigalle.

*Les hommes font la grasse matinée,
En bonne compagnie à – Pigalle!*

Mon voisin d'en face dans l'édifice de la Confédération sur la Colline du Parlement était l'honorable Elmer MacKay, un homme tranquille et gentil de Truro, en Nouvelle-Écosse. En 1984, le père du désormais célèbre Peter (Peter sera éventuellement élu dans la même circonscription que son père et ministre sous le gouvernement de Stephen Harper) a été nommé solliciteur général par le premier ministre Brian Mulroney. M. MacKay n'a pas été notre policier en chef pendant très longtemps, mais son bureau fourmillait d'agents de la GRC et de «responsables de la sécurité», des espions en fait, à toute heure du jour. Il a même reçu la visite du Général Michael Dare, chef du service de sécurité de la GRC. Elmer trempait dans l'espionnage 24 heures sur 24. Il n'a pas fallu longtemps au journaliste Bill MacPherson du Ottawa Citizen pour écrire une chanson sur le bureau qui semblait tout droit sorti d'un film de James Bond. Naturellement, la chanson a été composée sur l'air d'Elmer's Tune :

Pourquoi les plantes grésillent et se tortillent?

Pourquoi le cendrier fait-il des bonds d'un pied?

Pourquoi le Président est obsédé par les téléphones qui explosent?

Le bureau d'Elmer.

Pourquoi le sceau de glace craque et crépite?

Ce sac et ce bâton de golf nous écoutent-ils?

*La carafe et la jardinière cachent des microbes,
Dans le bureau d'Elmer.*

*Écoute, écoute;
On ne risque pas de rater grand-chose;
Notes, sténos, tout ça pour le général Dare.*

Ils boivent du gin électrique et du White Horse sonique,

Et une bouteille de tonic envoie des codes morses;

La tension monte dans le babut et un balai explose,

Dans le bureau d'Elmer!

Au sujet des solliciteurs généraux, les ministres de la Sécurité se sont succédé rapidement sous Pierre Elliot Trudeau : le pauvre Jean-Pierre Goyer a été remplacé par le consciencieux Montréalais Warren Allmand, puis par l'énigmatique Francis Fox, et finalement par le Franco-Ontarien Jean-Jacques Blais. Le chef du bureau d'Ottawa de Southam News, Charles Lynch, et le chef du bureau d'Ottawa du Vancouver Sun, Ian Macdonald, n'ont pas pu résister à l'envie de composer une chanson à l'intention des fonctionnaires, qui se demandaient sans cesse qui serait leur prochain ministre. Elle était chantée sur l'air de Galway Bay.

Nous avons d'abord travaillé pour Jean-Pierre Goyer;

Puis, Warren Allmand nous en a fait baver;

Et Fox nous a fait faux bond, chantons tous le refrain;

Et attendons la fin du règne de Jean-Jacques Blais!

Refrain :

De Jean-Jacques Blais!

Le scandale mêlant sexe et espionnage le plus légendaire de l'histoire

« Même si la plupart de nos compositeurs de chansons sont décédés, j'espère que leurs ballades inspirées par l'histoire canadienne sauront nous faire rire à jamais. »

– Geoff Scott



Geoff Scott et Charles Lynch [à l'harmonica] faisant des parodies devant un grand public.

canadienne a éclaté dans les dernières années de l'époque Diefenbaker, et impliquait la présumée prostituée et espionne soviétique, la jolie Gerda Munsinger. Elle avait jeté son dévolu sur deux ministres de Diefenbaker : le ministre associé de la Défense nationale, Pierre Sévigny, et le ministre du Commerce, George Hees. L'affaire, qui a rendu le reporter du Toronto Star Robert Reguly célèbre, a en fait révélé une atteinte à la sécurité potentiellement dangereuse entre Fraülein Munsinger et Pierre Sévigny. La Tribune de la presse a plutôt mis l'accent sur l'ancien joueur des Argonaut de Toronto, le « superbe » George Hees. L'allure à la Clark Gable du joueur et celle de Gerda, qui semblait tout droit sortie d'un film en noir et blanc de Marlene Dietrich, ont inspiré le journaliste du Globe and Mail George Bain à composer cette parodie classique, chantée sur l'air de Cocktails for Two.

*Dès notre rencontre, j'ai dit
« Mon dieu! Le noble Argonaute »
Quelle chance de nous rencontrer,*

*Ce soir
Pas de Pierre
À notre tête-à-tête.*

*Nous trouvions le serveur mignon
Chapeau et habit vermillon;
Il nous a très bien servi, à l'occasion de notre tête-à-tête;*

*Mon cœur battait la chamade
Quand Hees exposait longuement,
Les fascinants détails de la
Loi sur les permis d'exportation étrangère!*

*Lors de notre rendez-vous;
Je vous le dis, en confidence,
Seule chose que nous avons couchée, c'est
Notre commerce
À notre tête-à-tête!*

Il faut retourner au début des années 1950, lorsqu'Harry Truman était le président des États Unis et Winston Churchill était le premier ministre d'Angleterre, pour trouver l'une des chansons satiriques les plus drôles et brillantes jamais écrites. Pendant près de 70 ans, le scandale entourant un es-

pion atomique britannique a été maintenu en vie grâce à un numéro musical composé par les génies créatifs du gala annuel du Winnipeg Beer and Skits.

Dans les années 1950, Guy Burgess, Donald Maclean, Bruno Pontecorvo et Kim Philby («It is a very, very dirty story») ont causé un conflit international : ils ont trahi l'Ouest en dévoilant des secrets d'État à l'Union soviétique. Dans le sketch, ils gambadent dans les rues de Paris, avant de s'établir en Russie. (Le seul problème rencontré lors de la composition de la chanson est qu'apparemment, l'une des personnes impliquées dans le scandale était le chercheur atomique Klaus Fuchs, qui a été arrêté et emprisonné. Le fait de le nommer était une entorse à la rectitude imposée au Beer and Skits. Ils ont réussi à la contourner, comme on peut le constater dans les deux dernières phrases.) Voici donc le succès retentissant de 1952, chanté sur l'air de The Man Who Broke the Bank at Monte Carlo :

*Nous marchons rue de la Paix
Avec un air communiste;
On entend l'Ouest nous dire
« Voilà un trio de traîtres »
Mais nous aimons bosser pour l'ennemi,
Nous recevons du fric d'oncle Joe;
Nous sommes Burgess, Maclean et Pontecorvo.*

*Nous construisons des bombes d'hydrogène
Pour défendre l'Ours russe :
Winston, ça le gêne;
Mais Truman s'en fout;
Il refile le problème à Eisenhower
Et Eisenhower sera bientôt élu;
Nous sommes Burgess, Maclean et Pontecorvo.*

*Oh, ils m'ont suivi en auto et en bateau
Alors que je voyageais en avion;
Mieux que mon ancien confrère,
Qui purge encore sa peine.
C'était dur pour Klaus, mais là, franchement,
C'est ce qu'on mérite avec le nom Fyooks,
Nous sommes Burgess, Maclean et Pontecorvo.*

Geoff Scott a été député progressiste-conservateur de 1978 à 1993 dans la circonscription d'Hamilton—Wentworth en Ontario.

*Réservez la date
dès maintenant!*

Soyez des nôtres lors de la réunion régionale de l'ACEP à Victoria Le 24 et 25 septembre 2017

Voir la page 2 pour obtenir tous les détails!



www.exparl.ca | 1-888-567-4764 | exparl@parl.gc.ca

Réservez votre test auditif GRATUIT!

Nous croyons que toute personne de plus de 60 ans devrait obtenir un test auditif de base GRATUIT. Vous pouvez nous rejoindre simplement, en réservant VOTRE test aujourd'hui et en encourageant vos amis à se joindre à vous. Durant moins de 60 minutes, un test n'exige pas de recommandation d'un médecin, tout en étant gratuit et sans aucune obligation!

L'an dernier, plus de 200 cliniques d'audition ont donné 4,00 \$ par test, afin d'offrir des prothèses auditives aux personnes qui n'en ont pas les moyens. Nous avons ainsi réuni plus de 290 000 \$, ce qui a fourni 42 prothèses auditives à 22 personnes au pays!

Cette année, nous donnerons 4,00 \$ par test, avec l'objectif d'amasser plus de 300 000 \$ pour des prothèses auditives. Alors, réservez votre test, amenez vos amis et, ensemble, faisons une différence!

TESTEZ
VOS
OREILLES



à
60
ANS



CANADA 150

CAMPAGNE NATIONALE POUR
MIEUX ENTENDRE

VISITEZ CAMPAIGNFORBETTERHEARING.ORG/BYTH OU COMPOSEZ LE

1-877-796-6991



Promo Code: MAG-CFBH-BYTH